

La
a u -
Kri-
gau-

Greseaechos

Revue trimestrielle
du groupe de recherche
pour une stratégie économique alternative

Belgique
Ingh
07
Revue I
1/170
960044
Revue des politiques
4 fois annuelle

gauchegauche
ogauche La mé-
ne Le minikrach
runch La trots-
e Le Krachcogni-
runchtomate La
a bolivarogauche
nette Le kracha-
gauchecomateuse
risMatch La gau-

854 km

propane La



La crise et la gauche

Textes de:
Hakim Ben Hammouda
Seumas Milne
Emir Sader
Walter Coscia

Et l'équipe du Gresea

La crise et la gauche

Edito: La porte de sortie c'est où ? Erik Rydberg	1
L'économie comme paradigme totalitaire Walter Coscia	2
La crise va-t-elle emporter le Sud? Hakim Ben Hammouda	7
Huer Davos est un début, mais la crise est plus profonde Seumas Milne	10
Construire une nouvelle hégémonie Emir Sader	12
Appel à la gauche: Jetons le bébé avec l'eau du bain libéral	15
Appel anticapitaliste: Comme un enfant dans un magasin de bonbons	16
Dénoncer le capitalisme, ensemble!	17
Mea culpa et larmes de crocodile... c'est le miroir aux alouettes! Raymond Coumont	19
GRESEA Echos N°57 Trimestriel: Janvier-Février-Mars 2009 Couverture: Guy Ekondo	Appel de Belem: Mettons la finance à sa place! 20
Réalisé avec le soutien du service de l'Education permanente de la Communauté Française	La crise : quelles perspectives? Xavier Dupret 21
Editeur responsable: Erik Rydberg, c/o GRESEA	La gauche et la crise : essai de mise en musique Bruno Bauraind 25
Comité de rédaction: Brahim Lahouel, Bruno Bauraind, Marc François, Erik Rydberg, Xavier Dupret, Walter Coscia.	L'enjeu de la banque publique Xavier Dupret 27
Mise en page: Nathalie Van Verre	Contribution à la campagne de la FGTB wallonne: « Dénoncer le capitalisme, ensemble ! » Erik Rydberg 29
Abonnements: 8 euros/4 numéros 2 euros/numéro CB: 068-2464659-13 IBAN: BE08-0682-4646-5913 BIC (swift): GKCCBEBB	A lire 31
GRESEA asbl Groupe de Recherche pour une stratégie écono- mique alternative Rue Royale 11, B-1000 Bruxelles Tél. + 32 (0)2 219 70 76 Fax + 32 (0)2 219 64 86 Email: gresea@skynet.be Site: www.gresea.be	Nouvelles du front 36

La porte de sortie, c'est où?

Crise du système économique ou crise d'une pensée alternative? Sans doute, ces deux vont de pair.

On ne reviendra pas ici sur la débâcle des certitudes sur lesquelles les élites économiques ont bâti leurs châteaux de sable, sinon pour pointer, venant de ces élites à la manière d'un Je vous salue Marie, la prophétie messianique qui, aujourd'hui, en attend le sauvetage par des mesures de régulation du système financier. C'est prendre des vessies pour des lanternes.

Comme si la crise, le krach, le "crunch" n'étaient pas déjà, justement, le résultat d'une régulation, comme si ce n'était pas le produit de politiques délibérées, décidées en connaissance de cause, dans les milieux éclairés où se concentrent les pouvoirs d'opérer des choix de société. La "dérégulation" n'est jamais qu'une régulation, il n'y a de dérégulateur que régulateur, choisie, gravée dans des tablettes de loi.

Les "milieux éclairés"? Entendre par là les lobbys industriels, les hauts fonctionnaires et éminences grises à l'oeuvre derrière le "bling-bling" de la comédie politique, les larbins diplômés qui leur fournissent le discours d'accompagnement, de même qu'aux médias, etc.

On se reportera, pour gagner un peu de clarté, à David Harvey et sa Brève histoire du néolibéralisme (2006), qui en démonte l'horlogerie, et notamment en rappelant que – librement traduit de l'anglais – le "principal legs du néolibéralisme réside dans une action redistributive des richesses et des revenus, plutôt que dans leur création". C'est un système économique "sénile" pour reprendre l'expression de Samir Amin, un système qui n'a plus d'autre créativité que dans l'appropriation rapace, par OPA et fusions-acquisitions, de moyens de production existants, non pour produire du neuf, de l'utile ou du durable mais, au contraire, pour en réduire les "coûts" (là, c'est vous et moi, les travailleurs) et, par là, en redistribuer les gains dans le cercle restreint des propriétaires et investisseurs qui parasitent le système productif. (Elaborons un instant en rappelant, avec Henri Lefebvre, 1962, que la propriété privée, pierre angulaire de nos démocraties de marché, était à l'origine un droit "fondé sur le travail personnel" [est à toi ce que tu as produit] dont les citoyens sont aujourd'hui dépossédés, n'ayant plus aucun pouvoir sur les outils de production: "la propriété actuelle

est la négation de la propriété privée individuelle fondée sur le travail personnel." Bon à garder en mémoire à une époque où l'individualisme de pacotille reste érigé en valeur sociale suprême.)

Fermons cette longue parenthèse. A l'autre pôle de la débâcle, intimement liée à la première, il faudra, si on veut aller de l'avant, aussi parler de la dérégulation de la pensée et des alternatives progressistes au système économique.

Le Forum social mondial en est une jolie illustration. Ce rendez-vous des "altermondialistes" (faire la même chose autrement? réguler les dérégulateurs?) se veut le miroir de la diversité idéologique de ses participants et la fontaine chatoyante du jaillissement de leurs idées, toutes aussi diverses, toutes aussi dignes de respect les unes que les autres – et c'est sans doute bien ainsi. Mais le raisonnement pêche sur un point. Car si le Forum se veut tel, c'est aussi parce qu'il ne peut pas faire autrement: la "dérégulation" de la pensée alternative, le "libre-échange" des opinions particularistes, la "libéralisation" du débat d'idées et la "mondialisation" des échanges participatifs de savonnettes politiques sont passés par là.

De cela, il faudra parler. Du rejet épidermique de toute théorie générale de transformation de la société et de ses causes matérielles. De la défiance, aussi, pour tout ce qui ressemble à un "grand récit", sans s'interroger un instant sur la multiplication d'insignifiants "petits récits" qui autoproclament – néoféodalisme? – autant de royautes qu'il y a d'individus. De la question du parti, enfin, repoussé comme chose fatalement totalitaire, sans qu'on voie bien comment s'en passer pour résister au totalitarisme ambiant, bien réel, lui.

Fermons également cette parenthèse-là, provisoirement. La gauche et la crise? On trouvera dans les pages qui suivent quelques textes destinés à alimenter la réflexion. D'une part, des textes de "référence", prises de positions récentes, telle celle de la FGTB wallonne sous le mot d'ordre "Le capitalisme nuit gravement à la santé". D'autre part, tradition du Gresea oblige, des textes du Sud émancipateur. Et puis, au côté d'un texte de réflexion prémonitoire rédigé en 1998 par Walter Coscia, des esquisses et des ébauches d'analyse faites "maison". Bonne lecture...

Erik Rydberg

L'économie comme paradigme totalitaire...

Walter Coscia, Président du Gresea (Bruxelles)

Rédigé et mis en discussion dans le comité scientifique (groupe d'accompagnement) du Gresea en janvier 1998, ce texte, présenté ici sous une forme un peu écourtée, est resté jusqu'ici confidentiel. Il garde cependant toute son actualité – prémonitrice? conflictuel et controversé? riche en observations dont on n'a pas toujours tiré les leçons? porteur de nouveaux développements dans l'élaboration d'une riposte de gauche à la crise? Vous en êtes juge.

Des courants de pensée identifient la source des graves problèmes écologiques et sociaux qui affligent la planète dans l'Economie, entendue comme sphère de la société née avec la production sociale du travail, porteuse d'une rationalité fondée sur le calcul comptable et l'échange marchand et ayant pour objet la maximisation de ce type d'efficacité.

Cette rationalité a animé sans discontinuité tous les modèles de développement qui se sont succédé depuis la révolution industrielle. Elle présuppose comme condition de son déploiement l'émergence du travail à finalité économique ainsi que la réduction et la cessation de tout rapport social fondé sur la coopération et la réciprocité. Cette logique économique est exigée, entretenue et à l'origine tant d'un développement scientifique et technologique (ce dernier approfondissant la domination et le conditionnement que cette logique exerce sur la vie sociale) que d'une culture productiviste et consumériste de même que d'une marchandisation totale des activités humaines.

Impasses à l'horizon

Au fur et à mesure de son déploiement spatial et social et passé un certain seuil, la rationalité économique devient source de contre-productivités qui s'expriment à travers l'émergence de raretés absolues. L'épuisement des

ressources naturelles et la rupture des équilibres écologiques en sont des exemples dramatiques. Les conséquences induites par cette logique se traduisent également par un processus de dépérissement de la société au profit d'une techno-structure, d'une mégamachine constituée par les grandes unités de production et les appareils administratifs, techniques et de services publics de l'Etat. L'extension de cette sphère de "l'hétéronomie" (lire: de la nécessité) transforme la société en un système de rapports médiatisés et structurés en fonction de ses exigences technico-financières et non plus en fonction des besoins de la population. Elle est productrice d'ordre et de soumission qui s'imposent aux individus comme des contraintes nécessaires, objectives et indépendantes de la volonté humaine.

Les graves risques que cette logique fait peser sur l'avenir de la planète rendent non seulement souhaitable, mais indispensable une modification du cours des choses. "Ne pas assigner des limites au jeu de la rationalité économique (et de la concurrence et des lois du marché qui en découlent), c'est, en effet, aller vers la désintégration complète de la société et la destruction irréversible de la biosphère". (Gorz, 1988). Comment conçoit-on cette modification? Le propos de ceux qui inscrivent leur combat pour un modèle de société alternatif n'est pas d'opposer à la rationalité économique une autre rationalité économique, mais d'opposer à cette rationalité une rationalité différente. "L'écodéveloppement n'est pas seulement un nouveau modèle de développement économique permettant une croissance durable. Ce n'est pas une alternative économique mais une alternative à l'économie comme paradigme totalitaire" (Daras, 1994, p.18). Le mot est lâché. Le changement préconisé ici consiste en une inversion de la rationa-

lité qui régit l'ensemble des activités humaines et sociales. En quoi consiste-t-elle?

Réserves d'Indiens

Le problème central, tel que perçu par les tenants de cette vision, réside dans la production sociale entendue comme sphère au sein de laquelle naît et se déploie la rationalité économique. On pourrait croire qu'idéalement un monde libéré des contraintes de l'économie serait un monde où il n'y aurait plus de production sociale marchande et où les échanges sociaux seraient fondés sur la réciprocité, la coopération et le don.

En réalité, le projet de libération de "l'hétéronomie" tel qu'ici préconisé ne prévoit pas la suppression totale de la dite hétéronomie. Son maintien est motivé par l'existence de limites présentes comme irréductibles et imposées par le caractère socialement nécessaire de la production de biens et services (le téléphone, les microprocesseurs, ...), toutes choses qui ne pourraient être assumées, vu leur complexité, leur coût et leurs exigences, avec la même efficacité par des activités autonomes. Comment dès lors opérer la fameuse inversion de la logique de développement?

Elle résultera, nous dit-on, d'un processus concomitant de renforcement de la sphère de l'autonomie et de réduction-soumission de la sphère de l'hétéronomie. La réussite du projet est directement liée à la capacité des acteurs sociaux de concevoir et de multiplier des projets de développement adaptés aux besoins humains et aux équilibres écologiques ainsi que par la reconquête d'un espace politique qui leur consente de définir un horizon de développement et de "pluralisation" de l'économie (ou de transformation en profondeur des modes de production et de consommation) distincte de la gestion des con-

traintes imposées par la rationalité économique. Ajoutons que la réalisation de ces mutations est donnée comme inconcevable sans un renforcement de la société civile, sans une démocratisation des instances et des processus décisionnels et "encore moins, sans des changements socioculturels, qui soient l'expression d'un courant alternatif au sein de la société" (Le Grand Chantier, 1994).

La libération des contraintes imposées par la sphère de la nécessité passera ainsi par la réduction du temps consacré au travail hétéronome et, donc, à l'ensemble des activités exigées par la production sociale. Les conditions historiques n'auraient jamais été aussi favorables à ce projet de libération, puisque les nouvelles technologies productives, à l'origine de l'apparition d'une crise du travail, rendent possible une réduction très importante du temps de travail socialement nécessaire. Cette réduction constitue une condition essentielle pour que les activités autonomes puissent se multiplier et devenir prépondérantes par rapport aux activités hétéronomes. "La soutenabilité consiste à tirer parti de l'augmentation de la productivité du travail à l'origine de la dévalorisation des marchandises pour gagner le droit de vivre et d'avoir du temps libéré pour cela en dehors de l'extension de la valeur. Bref, le développement soutenable a un sens s'il s'agit d'un recul de la valeur et d'une progression de "valeurs" d'équité" (Harribe, 1998).

Alternatives

L'alternative telle que conçue par ces courants est une alternative à la toute-puissance d'une sphère de la société porteuse d'une logique de développement des forces productives à l'origine des ruptures des équilibres écologiques ainsi que de l'aliénation de l'homme. Nous tenterons de montrer que cette vision, bien qu'elle accorde une place centrale à la renaissance démocratique et au renouveau politique, en limite la portée. Ces limites politiques et démocratiques sont inhérentes à un projet qui fonde l'objectif d'instaurer une rationalité alternative sur la conciliation entre les intérêts sociaux dont on élude la nature contradictoire ainsi que

les fondements et la matérialité des déterminations sociales et politiques qui font obstacle à la conquête de la démocratie.

Les limites de cette vision dérivent, selon nous, de l'évacuation-occultation des rapports sociaux de production capitalistes, de leur contenu et de leur importance déterminante dans la vie sociale ainsi que dans la détermination d'un projet alternatif.

L'occultation des rapports sociaux d'exploitation, parlons-en.

Au cœur du susdit projet "alternatif", elle se fonde sur une vision qui compartimente le réel en une série de sphères (l'économique, le politique, la société civile, l'Etat, etc.), chacune animée par une logique propre et tendant – par on ne sait trop quelle pulsion impériale (certains invoquent une loi de monopolisation) – à s'imposer aux autres. Dans la situation historique présente, l'Economique (qui, avec l'Etat, constitue la sphère de la nécessité ou de l'hétéronomie) serait la sphère qui surplombe les autres. C'est, selon nous, un voile inhibiteur. Il déplace les fondements et les termes du problème.

A suivre le raisonnement, en effet, les questions écologiques et sociales ne seraient pas la manifestation des contradictions qui surgissent au sein de rapports sociaux historiquement déterminés mais, plutôt, le produit de "l'automouvement" de catégories abstraites et indépendantes répondant à des logiques qui échappent à l'emprise de l'homme et des groupes sociaux. Vidée de son contenu et des ses contradictions sociales, l'économie devient ainsi une sphère intégrée, homogène, une machine porteuse d'une dynamique et d'une rationalité propre qui entrent en relation conflictuelle avec celles des autres sphères. Ses lois s'imposent d'une manière implacable à des hommes réduits à n'être plus que de simples exécutants au service de la mécanique. Le capital n'est plus un rapport social par lequel les détenteurs des moyens de production exploitent la force de travail et en extorquent la plus-value, mais devient une entité systémique qui transcende les groupes sociaux, quels qu'ils soient.

La classe bourgeoise, par exemple, sera définie comme le "fonctionnaire collectif du capital, c'est-à-dire l'ensemble de ceux qui gèrent, représentent et servent le capital et ses exigences" (Gorz, 1980). Entre-temps ont disparu l'exploiteur et le propriétaire (et nous le verrons aussi, l'exploité) ainsi que la logique d'exploitation qui est à la base des rapports entre les groupes sociaux sur le terrain de la production capitaliste. L'accent est en effet porté sur le caractère économique et productiviste de la logique ainsi que sur la concentration du pouvoir dans les mains de la classe des fonctionnaires du capital (les experts, les administrateurs) au détriment du rapport d'exploitation et du pouvoir des classes économiques et financières dominantes.

Microradicalités, etc.

Il faut y insister. Car les conséquences de cette évacuation sont importantes. L'occultation de la centralité des rapports de production dans toute analyse et dans toute politique a évidemment une incidence déterminante sur la nature des solutions et des politiques proposées. La réponse passe, pour les défenseurs de cette vision, par la compression-substitution au strict minimum de la sphère de l'hétéronomie (Economie, Etat) au profit de la sphère de "l'autonomie" (en l'occurrence les activités qui posent leur finalité et leur récompense en elles-mêmes), condition pour une réappropriation par l'Etat de certaines de ses capacités de médiation et de régulation. Puisque l'Economie est une sphère qui impose son paradigme totalitaire à la société civile, la tâche prioritaire va consister à réduire son champ d'action et son emprise en oeuvrant au moyen de "microruptures" et d'une "révolution moléculaire à jamais inachevée" (Lipietz), consistant à développer des pratiques sociales qui sortent de la logique économique. La réduction importante de la durée du temps de travail et/ou l'introduction d'une allocation universelle ainsi que l'utilisation d'outils conviviaux sont parmi les mesures préconisées pour renforcer la société civile (via la multiplication des initiatives associatives et citoyennes) et faire surgir de nouveaux

modes de production et de consommation. Dit autrement, il s'agit de faire co-exister au sein de la société une pluralité de modes de production (économie productiviste et économie non-marchande, sphère de la nécessité et sphère de la liberté) et instaurer un rapport de synergie entre eux.

Le renfort de la sphère de l'autonomie permettrait d'établir des relations de partenariat, de négocier ou d'imposer à une sphère de la nécessité réduite (en l'occurrence un Etat allégé, qui aurait retrouvé le sens de l'intérêt général et l'économie citoyenne) des choix politiques, techniques, sociaux conformes à une logique des besoins (de décroissance productive) librement déterminé et non plus à une économique et productiviste. Ce raisonnement, fondé sur le compartimentage du social en sphères autonomes les unes des autres, suppose que la sphère de l'autonomie ne peut être qu'extérieure à la sphère de la nécessité, cette dernière ne pouvant, par définition, être celle d'une liberté "autonome".

Le maximum auquel les producteurs ainsi que l'ensemble de la collectivité peuvent prétendre au sein de cette sphère est de faire en sorte qu'on puisse y "travailler le plus dignement, le plus efficacement et donc le moins d'heures possible" (Gorz, citant Marx, 1980). Une éventuelle "socialisation" des moyens de production n'est ici nullement envisageable, ni même praticable. Voyons dès lors comment les défenseurs d'un projet de libération fondé sur l'autonomisation du "social" expliquent cette incapacité du "social" de s'approprier les moyens qui lui consentiraient d'exercer sa souveraineté sur la production et sur le surproduit de son travail? N'est-ce pas là la condition politique et sociale première permettant le déploiement de toute politique démocratique de développement durable?

Mutants, levez-vous !

L'impossibilité est expliquée par les mutations engendrées par la "troisième révolution" industrielle dans le procès de production et dans la classe ouvrière. Le développement des forces productives du capitalisme aurait ainsi

débouché sur une communauté d'intérêts entre les différents groupes sociaux. L'antagonisme antérieur se serait estompé au fur et à mesure que s'est déployée, sous l'effet de la révolution technologique, la crise des systèmes industriels et la disparition de toute conscience de classe ouvrière. La perte de la centralité du travail, le gigantisme et la complexification de la gestion des unités productives, la parcellisation des tâches et du procès productif, auraient ôté tout pouvoir démocratique sur la production, et aboli toute possibilité ou capacité d'appropriation collective. L'abandon de la centralité des rapports de production, la primauté accordée au productivisme au détriment de l'exploitation (entendue comme accapitation de la plus-value par la classe détentrice des moyens de production) aura comme conséquence l'abandon de toute stratégie visant à une transformation radicale des rapports sociaux.

Cette manière de voir conduira à prétendre que, fondamentalement, rien ne distingue les nouveaux rapports des anciens, puisqu'ils accordent tous deux une place primaire aux forces productives et à leur développement. Il va s'ensuire que, mener une lutte pour libérer la société de l'exploitation capitaliste, n'a pas guère de sens pour concrétiser un projet fondé sur un modèle anti-productiviste. "Cet abandon du primat des forces productives a une autre conséquence: l'abandon du primat des producteurs. Si les Verts, politiquement progressistes, sont souvent aux côtés des exploités et des opprimés, c'est que leurs valeurs, l'écologie de leur monde rêvé, s'oppose à l'exploitation et à l'oppression. Ce n'est en aucune manière parce qu'ils considéraient que les producteurs exploités dans le productivisme seraient eux-mêmes porteurs de la conscience d'un monde sans productivisme" (Lipietz, 1996).

La lutte contre l'exploitation et l'oppression n'est pas vue comme une condition sine qua non pour assurer la maîtrise de son propre destin et instaurer souverainement une nouvelle forme de production sociale adaptée aux besoins de l'humanité dans le respect des équilibres écologiques. L'attitude envers les producteurs sera dictée par des

considérations d'ordre moral et se traduira par l'expression d'une solidarité avec les seules actions qui visent l'amélioration des conditions de vie et de travail: les revendications d'émancipation politique et sociale émanant de ces groupes sociaux s'inscriraient en effet dans la logique productiviste honnie.

L'approche "juste" consistera donc à reconnaître l'irréductibilité de la division sociale et des conflits car, comme l'enseigne Gorz, "le commencement de la sagesse est dans la découverte qu'il existe des contradictions dont il faut vivre la tension permanente et qu'il ne faut surtout pas chercher à résoudre; que la réalité à des niveaux distincts qu'il faut prendre dans leur spécificité et ne surtout pas réduire à une moyenne" (Gorz, 1980).

Souveraineté limitée

L'occultation de la centralité des contradictions sociales dans tout projet de libération de l'homme, au lieu de vivifier le champ politique comme le prétendent les tenants de cette vision, aboutit à le restreindre considérablement. Cela transparaît d'ailleurs dans la conception de la politique défendue par les alternatifs à l'économie. Conformément à la tension conciliatrice qui anime ces derniers, la finalité de la politique n'est pas de conquérir et d'exercer le pouvoir (Gorz, Habermas) mais d'être le lieu de la médiation, de la tension maximale, de l'arbitrage, de la réflexion entre les exigences différenciées et conflictuelles émanant des sphères de la nécessité et de l'autonomie. Ce lieu, distinct de l'Etat et de la société civile, est la société politique. Celle-ci composée par "une multiplicité des formes d'association, d'expérimentation et de décision, de lieux d'expression, d'exercice des débats et des choix collectifs pour le tissu des collectivités, des groupes, des mouvements sociaux et locaux" sera l'expression de la démocratisation des espaces publics et de la délibération. Espace public de discussion qui est maintenu confiné à l'intérieur de procédures de concertation opaques et complexes, dominées par les experts et instrumentalisées par la partitocratie. Le développement de ces nouveaux espaces, la démocratisation de la délibé-

ration, la production d'une plus grande visibilité sociale, constitue la voie pour le "dépassement actuel de l'administration consultative" (Bauduin, 1995).

Malgré le caractère éminemment progressiste du processus, on doit bien reconnaître que la portée d'une telle démocratisation se voit limitée par le cadre au sein duquel elle est tenue de se déployer. On peut en effet se demander quel sera le sens de cette activité communicationnelle et délibérative si la critique, la remise en question du pouvoir économique et politique des groupes sociaux hégémoniques reste inaccessible au débat? (Maesschalck, 1993). C'est bien l'évacuation de cet enjeu essentiel du champ de la délibération démocratique qui réduit considérablement la portée et les prétentions de l'alternative proposée.

**"Personne n'ose prédire
aujourd'hui quel sera l'avenir
du capitalisme."**

Luis Inácio Lula da Silva
Président du Brésil
Financial Times, 10 mars 2009

Le projet démocratique qui accompagne l'idéologie de l'alternative à l'économie comme paradigme totalitaire aboutit, en définitive, à une réduction de la capacité de la société soumise à ces contraintes (et non pas de la société civile ou de la société en général) de s'émanciper politiquement et socialement, de conquérir la démocratie. La dynamisation du débat politique qui accompagne la multiplication des espaces publics pourrait constituer un énorme progrès par rapport à ladite administration consultative si elle s'inscrivait dans une dynamique unitaire et plurielle visant à la conquête de l'hégémonie (politique, économique, sociale, idéologique et culturelle), voie nécessaire pour la transformation radicale des rapports sociaux capitalistes.

Conciliation sociale?

Le pouvoir étant placé hors de la sphère délibérative, il faut qu'une instance distincte des sociétés politique et civile prenne en charge les fonctions spécifiques exigées par les contraintes objectives, qui soit le référent institu-

tionnel médiateur et partenaire de l'échange social. Cette entité, chargée de coordonner et réguler les demandes et les conflits sociaux ainsi que les tensions toujours présentes entre les sphères, est l'Etat. L'Etat est conçu comme un appareil d'administration et de domination autonome, un système fonctionnant sur la base de ses propres modèles de légitimation et qui entretient des rapports mécanicistes avec les autres sphères. Il est perméable et soumis aux contraintes de l'économie, quand l'économie réussit à imposer ses contraintes, perméable aux pressions de la société quand la société réussit à renforcer son autonomie, totalitaire quand il investit et soumet les autres sphères.

Le renforcement de la sphère de l'autonomie permet-il une inversion de la logique de fonctionnement de cet instrument? Comme pour l'économie, le projet consiste à réduire les contraintes imposées par les grands appareils d'Etat, que ce soient ceux requis par la production directe ou ceux émanant de sa propre logique systémique. Destin dualiste commun à celui de l'économique, ce processus prévoit d'un côté le maintien d'activités étatiques de codification des nécessités objectives (celles de l'économie) "sous forme de Droit ainsi que de garanties de l'application de celui-ci" (Gorz) – ce qui signifie, en d'autres termes, garantir les rapports sociaux de production et de propriété existants, parallèlement à un effort d'imagination institutionnelle en vue d'activités devant favoriser l'épanouissement des initiatives autonomes. "A côté d'un Etat garant de la protection des individus doit s'affirmer progressivement un Etat médiateur de l'échange social et partenaire de la société civile" (Perret) et politique.

La réussite d'un tel projet passe par l'établissement d'un nouveau mode de régulation fondé sur la concertation entre les groupes sociaux et le parachèvement de l'Etat-Providence en "Communauté-Providence", avec la création d'un tiers secteur de travaux d'utilité sociale, autogéré, en rapport contractuel avec les usagers, au sein d'une logique de développement local fondée sur le partenariat. "A la croisée des chemins,

l'alternative n'est plus seulement souhaitable. Elle devient écologiquement indispensable. Elle s'avère socialement réalisable, sur la base d'un nouveau grand compromis. Le modèle alternatif serait un pas en avant dans la réconciliation conflictuelle de l'initiative et de la solidarité. Un pas en avant seulement: il n'abolirait ni la hiérarchie ni les rapports marchands. Mais un pas en avant pour des progrès futurs." (Lipietz, 1988).

Tentative de synthèse

En conclusion, plutôt que "pluraliser" et transformer "nos" modes de production et de consommation, plutôt que rendre conviviaux nos outils de production, ne faudrait-il pas élargir et centrer le projet alternatif sur la nécessité de transformer (non seulement réduire) "le" mode de production capitaliste en tant que forme hégémonique de production sociale à l'échelle mondiale? Et comment y parvenir sans transformer les rapports que nouent les groupes sociaux sur le terrain de la production, en d'autres termes sans remettre en question le pouvoir social, économique, politique, idéologique et culturel détenu par les groupes sociaux dominants d'imposer leur logique de reproduction.

Au lieu de présenter l'Economie comme une catégorie abstraite, anhistorique et autonome mue par une logique productiviste, paradigme totalitaire qui soumet l'ensemble des groupes sociaux et des activités humaines à sa logique marchande, ne faudrait-il pas donner un contenu social à cette marchandisation afin de libérer les rapports de production de leurs caractères exploiteur, opprimant et aliénant?

Les formes adoptées par l'actuel processus de "mondialisation" s'éloignent fortement des lignes de force du projet de développement durable et d'écodéveloppement. On voit toute demande de régulation démocratique rejetée au nom des règles sacro-saintes du marché et de ses vertus intrinsèques. Cela ne veut pas dire qu'à la faveur d'une modification des rapports de forces politiques, on ne puisse enregistrer des avancées même significatives en termes de traduction institutionnelle, réglementaire d'un certain nombre de

revendications écologiques et sociales. Mais ces victoires ne pourront être que partielles dans leur contenu et aléatoires dans leur durée tant qu'elles s'inscriront dans un projet qui ne s'attaque pas à la racine des contradictions sociales et écologiques, en d'autres termes tant qu'elles devront faire leurs comptes avec la capacité politique et économique des groupes sociaux dominants d'imposer la logique de reproduction de leur hégémonie.

C'est elle qui déterminera en dernière instance la faisabilité ou moins, la concrétisation ou moins, la durabilité ou moins de tout projet de réforme. Ce n'est pas l'émergence et la coexistence de multiples modes de production qui modifieront le fond du problème. On a pu voir qu'elle a été l'incidence du développement d'un secteur public (mais aussi coopératif, mutualiste, et on peut s'interroger aussi sur l'impasse dans laquelle se trouve le "mouvement" associatif), productif et non productif, sur la logique capitaliste.

Non seulement, il n'a entraîné aucune modification dans la rationalité à la base du fonctionnement du système économique et social (dans certains pays, comme l'Italie, le secteur public participait pour presque 50% à la formation du PIB), mais il s'est inscrit dès sa genèse dans un rapport de subalternité-complémentarité avec le secteur privé, totalement plié aux exigences de valorisation jusqu'à ce qu'il cesse d'exister et de coexister comme mode de production distinct du mode capitaliste. Parallèlement, et à la lumière de cette expérience, on peut s'interroger sur les chances de durabilité et d'autonomie d'un secteur non marchand qui coexisterait avec le mode de production capitaliste.

Impasse (prometteuse)

Miser sur une politique de renforcement de l'autonomie sociale par la réduction de la sphère de la nécessité pour créer les bases d'une nouvelle logique de développement humain, croire pouvoir y parvenir sans transformer radicalement les rapports sociaux de production ainsi que les rapports politiques de domination qui y correspondent est

une politique vouée à l'impasse.

La question qui est posée est donc non seulement de savoir comment lutter pour une rationalité alternative que de savoir que cette lutte, même si elle est soutenue par un nombre toujours plus important de mouvements et par une conscience écologique, citoyenne et sociale plus diffuse, même si elle aboutit à des réformes positives, risque de rester toujours subalterne et dépendante des exigences de reproduction des intérêts des groupes sociaux capitalistes hégémoniques. De la sorte, il est à se demander si en définitive plus que de contribuer à assurer un avenir à notre monde nous ne sommes pas en fait en train d'assurer la durabilité de rapports sociaux de production qui sont à l'origine des tragédies modernes (présentes, passées et à venir).

L'alternative à la logique économique productiviste débouche en définitive sur une politique de conciliation sociale qui laisse intacts les termes des problèmes. En fin de compte, M. Fukuyama avait peut-être raison au moins sur un point. Nous sommes peut-être bien engagés dans un processus de fin de l'histoire.

(Titres et intertitres ont été revus pour la présente édition.)

Références

- *Alternatives Sud (1995), Quel développement durable pour le Sud? CETRI, L'Harmattan*
- *Lipietz, A. (1989), Choisir l'audace, Une alternative pour le XXème siècle, Ed. La Découverte*
- *Gorz, A. (1988), Métamorphoses du travail. Quête du sens. Critique de la raison économique, Paris, Ed. Galilée*
- *Gorz, A. (1980), Adieux au prolétariat. Au-delà du socialisme, Paris, Ed. Galilée*
- *Perret P., Roustang G. (1993), L'économie contre la société, Paris, Seuil*
- *Maeschalck, M. (1992), Raison et pouvoir, Facultés universitaires Saint Louis, Bruxelles*
- *Harribey, JM (1988), Quel développement soutenable? Congrès Marx International, Paris*
- *Confrontations (1995), Ed. Luc Pire, Bruxelles*
- *Le Grand Chantier (1994), Cahiers Politiques, Ed. Luc Pire, Bruxelles.*

Retour du balancier

Une régulation soumise aux seules règles du marché capitaliste mondialisé, en d'autres termes une gestion et un gouvernement de la nature et de la société répondant aux seules finalités de valorisation et d'accumulation du capital, ne peut se traduire que par une aggravation des distorsions et des dégâts sociaux et écologiques qui accompagnent ce mode d'exploitation de l'homme et de la nature.

Cette aggravation ainsi que le spectre d'une grave crise financière et économique mondiale re-proposent avec une acuité, perçue par des strates toujours plus importantes de l'opinion publique et de la population mondiale (et qui selon moi va finir par s'imposer même aux forces hégémoniques), la nécessité d'une intervention régulatrice publique internationale et interne aux Etats.

Telle que proposée par les promoteurs du modèle de développement durable, cette intervention doit prendre la forme, pour reprendre les termes de Jean-Paul Maréchal, "d'une gestion normative de la contrainte", en l'occurrence d'une stratégie qui consisterait non pas à supprimer le marché, dont on reconnaît l'efficacité remarquable, "mais à cantonner le libre fonctionnement" de celui-ci "à l'intérieur de contraintes écologiques quantitatives et qualitatives (beauté d'un paysage...) dont le dépassement mettrait en péril la survie de la nature et de la société". ("L'écologie de marché, un mythe dangereux", Le Monde diplomatique, octobre 1996).

L'existence et le déploiement au sein des Etats ainsi que d'institutions et organismes internationaux d'instruments et mécanismes à vocation régulatrice ainsi que l'étoffement des dispositifs réglementaires internes et internationaux en matière environnementale et sociale devront faciliter la transition vers l'instauration d'un modèle de fonctionnement et de développement de l'économie mondiale plus conforme aux exigences de solidarité intergénérationnelle et de réponse aux besoins des plus démunis.

En définitive, on peut considérer le modèle de développement durable comme l'expression idéale d'une des voies possibles de la mondialisation capitaliste. Ce modèle, lui-même engagé dans un processus d'adaptation-modernisation aux défis et aux contraintes de la mondialisation, peut dans un avenir proche, se révéler, face aux impasses économiques, sociales et écologiques auxquelles est confrontée la mondialisation libérale, la stratégie la plus adéquate à construire une nouvelle cohérence sociale, politico-institutionnelle et réglementaire mondiale basée sur un nouveau compromis social.

La crise va-t-elle emporter le Sud?

Hakim Ben Hammouda (Tunisien, Genève)

Le débat sur le découplage des cycles économiques entre les pays développés et les pays en développement est de nouveau d'actualité au milieu de la crise actuelle. Dans son World Economic Outlook du mois d'avril 2008, le FMI met l'accent sur le fait que les pays émergents résistent à la crise actuelle dans la mesure où ils ont réussi à maintenir une croissance forte même si elle est plus réduite que par le passé. (...)

Cette étude nous a permis de mieux apprécier l'impact de la crise globale sur les pays en développement. Cet impact est fortement différencié et la crise n'a pas les mêmes effets sur les pays en développement. Ainsi, les pays asiatiques parviennent à mieux résister à la crise en raison et réussissent à maintenir des rythmes de croissance, certes moins importants que par le passé, mais toujours élevés. A ce propos, nous avons mis en perspective le rôle des facteurs internes et des coopérations régionales dans cette région qui lui permette de réduire sa dépendance et sa déconnexion des dynamiques du système global.

La région du Moyen Orient pourra également maintenir une croissance, moins forte, mais élevée dans la mesure où ses ressources internes et particulièrement ses larges réserves accumulées lors de la flambée des prix du pétrole lui permettront de faire face aux difficultés du secteur privé et à toute défaillance et maintenir la croissance à un niveau élevé. En Amérique latine, la situation est différente dans la mesure où si les pays émergents sont dans une meilleure situation que ceux d'Amérique centrale et des Caraïbes, en raison de leur plus grande insertion internationale, leur situation sera moins favorable que celle des pays d'Asie. Enfin, l'Afrique sera fortement touchée par la crise globale et ne disposera pas des filets de sécurité qui lui permettent de faire face aux chocs externes.

Ainsi, le premier élément de conclusion est lié à la diversité des réac-

tions et des effets différenciés de la crise sur les pays en développement. Cette diversité puise ses origines dans le niveau de dépendance des cycles économiques des régions à celui de l'économie globale. Il s'avère de ce point de vue, que les pays qui ont renforcé leurs dynamiques internes et réussi à structurer de fortes coopérations régionales ont su les utiliser comme des soupapes de sécurité face aux chocs externes.

L'Afrique, victime n°1

Le second élément de conclusion est lié à l'impact de la crise sur les pays pauvres notamment ceux d'Afrique, d'Amérique Centrale et des Caraïbes. De ce point de vue, notre étude remet en cause le consensus ambiant sur le fait que la crise ne touchera que modérément ces pays du fait de leur grande marginalisation dans le système global. Cette étude a montré que ces pays, même s'ils échappent aux effets financiers de la crise qui toucheront beaucoup plus les pays émergents, ils seront fortement heurtés par l'aspect réel de la crise. Il s'agit de l'effet d'esquive que nous avons mis en exergue et qui souligne que l'effet ne sera pas là où il est attendu. Par ailleurs, la magnitude de l'impact sera encore plus forte là où elle n'est pas attendue et particulièrement dans les pays pauvres.

La plupart des experts pensaient que l'Afrique allait échapper à un impact fort de la crise globale du fait de sa marginalisation dans les flux financiers internationaux et de la faible complexité des systèmes financiers en Afrique qui n'ont pas mis au point d'importantes innovations financières. Certains commençaient même à fêter cette marginalisation qui avait pour une fois servi l'Afrique. Or, cet état d'esprit est en train de changer de manière dramatique. En effet, les dernières projections montrent que l'Afrique sera l'une des régions les plus touchées par cette crise globale. L'optimisme n'est plus de mise et aujourd'hui il y a un consensus sur le fait

que l'Afrique sera au centre de la tourmente dans les prochains mois en raison de la fragilité de ses structures économiques et de la faiblesse de ses ressorts internes et régionaux de la croissance. Cette situation appelle à une forte intervention pour relancer les dynamiques de développement sur le continent et diminuer l'impact de la crise globale. Cet appel est d'autant plus important que l'Afrique est le seul continent qui ne sera pas probablement en mesure d'atteindre les objectifs du millénium et de réduire de manière significative le fléau de la pauvreté et de la marginalité.

Zoom éclaté

Mais surtout, la crise globale viendra mettre fin à une véritable envolée des économies africaines entamées depuis le milieu des années 90. En effet, après une décennie perdue en matière de développement, les pays africains ont entamé un important processus de reconstruction économique. Ces efforts ont culminé sur une nette reprise de la croissance depuis quelques années qui a fait de cette période l'une des plus longues dans l'histoire du continent. Cette onde de croissance s'est poursuivie et a atteint une moyenne de 6,1% en 2006 comme en 2007. Il faut noter que la croissance a été encore plus marquée dans les pays au Sud du Sahara que dans les pays du Maghreb qui, historiquement, ont toujours enregistré des taux plus élevés. Ainsi, alors que la croissance au Maghreb ne dépassait pas 4,4 et 4,2% en moyenne annuelle respectivement en 2006 et 2007, les résultats des pays du Sud du Sahara étaient

"Voici le hic: les grandes puissances pensent que la crise n'est que passagère et que nous en reviendrons bientôt au vieil ordre des choses."

Jacques Attali,
Wall Street Journal, 12 février 2009

nettement plus élevés en se situant autour de 6,4 et 6,8% durant la même période. Plusieurs facteurs expliquent cette forte croissance dont l'ampleur des réformes économiques entreprises durant ces dernières années qui ont assuré une meilleure gestion macroéconomique et ont fait de la lutte contre la corruption une importante priorité pour les pouvoirs publics dans un grand nombre de pays. Il faut également mentionner la forte hausse des cours des produits de base et du pétrole qui ont permis aux pays exportateurs de renforcer leurs dynamiques de croissance. A ce propos, cette hausse est le résultat d'un accroissement de la valeur totale des exportations et non pas des volumes comme c'était le cas par le passé ce qui montre une nette amélioration des termes à l'échange des pays africains. Il faut également mentionner une hausse des investissements directs étrangers à destination de l'Afrique qui sont passés de 17,2 en 2004 à 30,7 en 2005 pour atteindre un record de 38,4 milliards en 2006. Mais, ces flux restent fortement concentrés dans le secteur pétrolier et dans un petit nombre de pays.

Cette période de croissance a été faste pour l'Afrique et lui a permis de se donner un nouvel élan pour son développement. Mais, cette période a permis aussi à l'Afrique de renforcer ses dynamiques internes, de diversifier ses partenaires de développement et de réduire par conséquent sa forte vulnérabilité par rapport à la globalisation et sa dépendance par rapport à ses partenaires traditionnels. Ainsi, la demande interne a joué un rôle important et elle est devenue la principale locomotive de la croissance dans les économies africaines depuis le début de ce siècle devant les exportations. C'est la reprise des investissements internes depuis quelques années qui explique cette envolée de la demande domestique en Afrique. Les projections de la demande interne resteront fortes lors des deux prochaines années et porteront la croissance devant la baisse de la demande externe.

Il faut également noter que cette longue phase de croissance a largement favorisé le développement des

activités manufacturières dans un grand nombre de pays africains qui ont renoué avec un processus de diversification qui a été entamé au début des années 70 (Voir notamment le Rapport économique de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique 2007). Ces activités ont porté essentiellement sur les secteurs liés aux matières premières avec un développement des secteurs de première transformation. Le développement des activités manufacturières a été à la base d'une forte hausse des exportations de ses produits dont le taux de croissance annuelle a atteint 12% en 2005 et a largement dépassé celui des produits de base qui était de 5% et celui du pétrole qui a été de 2%. Un autre élément essentiel à mettre en perspective dans cette recherche d'une moins grande dépendance vis-à-vis des régions touchées par la crise, est la forte diversification de la destination des exportations africaines. Certes, traditionnellement, l'essentiel des exportations africaines prenait la route des anciennes métropoles coloniales. En effet, en dépit d'accords de libre-échange et des initiatives de coopération Sud-Sud, la part des pays développés représentait plus de 95% du total des échanges extérieurs des pays africains. Or, on a assisté depuis quelques années à une forte diversification du commerce extérieur de ces pays et la part des pays développés est tombé à près de 70% dans le total en 2006. Cette baisse s'est faite au bénéfice des autres pays en développement et particulièrement l'Asie. La Chine s'est d'ailleurs taillé la part du lion dans cette réorientation des échanges extérieurs de l'Afrique et sa part, infime au milieu des années 90, se situe désormais autour de 12% en 2006.

Choc frontal

Certes, beaucoup d'experts avaient mis en avant les limites de cette reprise de la croissance et des dynamiques de développement en Afrique. Pour certains, cette croissance est encore assez faible pour faire face aux défis de réduction de la pauvreté sur le continent et estimaient qu'une croissance annuelle moyenne de 7% était nécessaire pour que l'Afrique puisse at-

teindre les objectifs du millénaire. D'autres avaient mis en exergue le caractère inégalitaire de la répartition et la nécessité pour l'Afrique de s'assurer d'une plus grande équité dans la répartition. D'autres avaient également mis l'accent sur les conflits qui anéantissent dans beaucoup de pays les progrès réalisés depuis plusieurs années. Mais, en dépit de ces critiques, beaucoup d'experts avaient souligné que ce nouvel élan était important dans l'histoire de l'Afrique car il constituait une véritable rupture par rapport à cette décennie perdue dans les années 80. Il faut également remarquer que cette période de croissance a permis à l'Afrique de structurer les ressorts internes de son développement et de diversifier ses partenaires en développant ses échanges avec d'autres pays en développement. Ainsi, non seulement cette croissance a permis à l'Afrique de retrouver les sentiers de la croissance mais elle lui a permis de réduire son exposition et sa vulnérabilité par rapport aux chocs externes.

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si ces facteurs internes pourraient aider l'Afrique à résister à l'impact de la crise globale? En d'autres termes, il s'agit de savoir si ce filet de sauvetage est assez solide pour éviter à l'Afrique de sombrer dans une nouvelle crise qui pourrait réduire à néant ses efforts de reconstruction et les efforts déployés depuis près d'une décennie?

A ce niveau, un consensus, certes encore fragile mais qui va en se renforçant, souligne que l'élan pris par l'Afrique depuis quelques années risque bien d'être arrêté de manière frontale par la crise actuelle. En effet, les dernières estimations montrent que la croissance connaîtra une chute vertigineuse dans les pays africains et passera d'une moyenne annuelle de 6,1 à 5,2 avant de tomber à 4,7% respectivement

"La ruse du concept consiste à saisir un être déterminé par le côté de sa qualité qui ne semble pas entrer en jeu."

Goerg Wilhelm Friedrich Hegel,
(1770-1831)

en 2007, 2008 et 2009. Si on regarde l'Afrique au Sud du Sahara cette chute est encore plus marquée et l'effet de la crise ne sera pas éloigné d'une perte de près de 2% de croissance. En effet, pour ces pays la moyenne annuelle de la croissance baissera de manière encore plus marquée et passera de 6,8 à 5,5 avant de retomber à 5,1% lors de la même période. Il faut également noter que ces pronostics ne prennent pas en considération la forte baisse des cours des matières premières et du pétrole qui auront un impact négatif sur les pays africains.

L'effet de la crise globale se transmet aux économies africaines par le biais de plusieurs canaux et mécanismes économiques. Le premier est la baisse de la demande pour les exportations des pays africains du fait de la récession qui a commencé dans les pays développés. Par ailleurs, la baisse de la demande s'est déjà traduite par une forte baisse des cours des produits de base exportés par les pays africains. Ainsi, le prix du pétrole a déjà connu une forte baisse et le prix a été divisé par près de quatre en l'espace de quelques mois. Cette baisse ne s'est pas limitée au pétrole mais a eu des répercussions également sur les matières premières d'origine agricole et les produits miniers. La crise pourrait également toucher l'Afrique suite à une baisse de l'aide publique au développement ce qui peut renforcer les besoins de financement de ces économies. En effet, en dépit des assurances données par les pays donateurs lors du dernier sommet sur le financement du développement tenu au mois de novembre 2008 à Doha, beaucoup s'attendent à une forte baisse de l'aide publique comme c'est toujours le cas lors des périodes de crise. Ainsi, lors de la déflation japonaise des années 90, l'aide a baissé de 46% en termes réels. De même, lors de la crise de 1991, les pays nordiques ont fortement réduit leurs contributions à l'aide au développement de 62% pour la Finlande, de 17% pour la Norvège et de 10% pour la Suède. Ces inquiétudes sont d'autant plus réelles que l'aide publique au développement a déjà commencé à diminuer bien avant l'approfondissement de la crise financière et

suite à la fin des programmes d'annulation de la dette pour les pays les plus endettés. Ainsi, le volume total de l'aide publique au développement n'a été que de 103,7 milliards de dollars au niveau global en 2007 ce qui représente une baisse de 8,4% en termes réels et fait passer l'aide de 0,31% à 0,28% du PIB. La part de l'Afrique dans cette aide demeure limitée à 40% du total. Une autre voie de transmission de cette onde de choc aux pays africains est la baisse des transferts de fonds des travailleurs migrants du fait de la hausse du chômage dans les pays développés. Ces transferts ont beaucoup augmenté ces dernières années en passant de 31 milliards de dollars en 1990 à 251 milliards de dollars au niveau global en 2006.

Ainsi, l'Afrique a connu depuis quelques années une période de forte croissance qui a été mise à profit pour favoriser une plus forte diversification à travers le développement des activités manufacturières. Cette nouvelle période de croissance a été marquée aussi par une diversification des partenaires économiques des pays africains avec le développement des échanges avec les pays asiatiques et notamment la Chine. Cependant, ces nouvelles dynamiques sont encore fragiles et ne permettent pas à l'Afrique de résister à l'onde de choc en provenance de l'économie globale. Ainsi, et même si les effets financiers ne sont pas d'une grande ampleur, l'impact réel de la crise risque bien de remettre en cause l'élan pris par les économies africaines depuis le milieu des années 90 et les efforts fournis afin de relancer le développement et la réduction de la pauvreté.

Source: 29/1/2009, <http://hakimben-hammouda.typepad.com/>

"On peut difficilement descendre plus bas: dans l'ordre du pouvoir d'Etat, que le gouvernement Sarkozy; dans l'ordre de la situation planétaire, que la forme bestiale prise par le militarisme américain et ses servants; dans l'ordre de la police, que les contrôles innombrables, les lois scélérates, les brutalités systématiques, les murs et les barbelés uniquement destinés à protéger les riches et les satisfaits Occidentaux de leurs ennemis aussi naturels qu'innombrables, à savoir les milliards de démunis de toute la planète, Afrique d'abord; dans l'ordre de l'idéologie, que la tentative misérable visant à opposer une laïcité en haillons, une «démocratie» de comédie et, pour faire tragique, l'instrumentalisation dégoûtante de l'extermination des Juifs d'Europe par les nazis, à de supposés barbares islamiques; dans l'ordre enfin des savoirs, que l'étrange mixture qu'on veut nous faire avaler entre un scientisme technologisé, dont le fleuron est l'observation des cervelles en relief et en couleurs, et un juridisme burocratique dont la forme suprême est «l'évaluation» de toutes choses par des experts sortis de nulle part, qui concluent invariablement que penser est inutile et même nuisible."

Alain Badiou,
Second manifeste pour la philosophie,
Fayard, 2009

Huer Davos est un début, mais la crise est plus profonde

Seumas Milne (Londres)

La responsabilité de la crise va bien au-delà de quelques banquiers cupides. La surmonter exigera de se débarrasser de l'idéologie qui l'a nourri.

La dépression s'approfondit. Il en va de même du désarroi de la classe dirigeante. S'il fallait des preuves de ce que la responsabilité de cette crise remonte bien plus loin que celle d'un tombeau de banquiers cupides, la démission, hier, de Sir James Crosby de la Financial Services Authority¹, en fournit à foison.

Bien sûr, l'ex-directeur exécutif de la HBOS² et conseiller de Gordon Brown en matière de prêts hypothécaires a insisté sur le fait que les allégations proférées au Parlement, selon lesquelles il avait, trois ans plus tôt, viré un fonctionnaire de la HBOS qui avait mis en garde la banque pour les trop nombreux risques qu'elle prenait imprudemment, étaient "sans fondement" [...]

Bien sûr, c'est à juste titre que ceux que The Sun appelle "la racaille millionnaire" font l'objet de la fureur populaire: leur marchandage pour avoir des primes est un scandale; leur humilité de façade manque à l'évidence de sincérité; leurs tentatives de présenter des excuses pour "le cours des événements" plutôt que pour leurs agissements dévastateurs donnent réellement la nausée. Mais, comme l'ex-directeur exécutif de la Royal Bank of Scotland (RBS), tombé en disgrâce, Sir Fred Goodwin l'a déclaré aux députés: "Il est trop simple de me faire porter seul le chapeau". Faire d'une poignée de banquiers déchus les boucs émissaires revient à tirer d'affaire une élite de personnalités politiques et d'entrepreneurs qui a souscrit à tout ce que ces gens ont fait pendant une génération.

Bienvenue au club

Qui était l'ami de Lord Stevenson, l'ex-président de la HBOS et qu'il a chargé de contrôler la Chambre des

Lords? Tony Blair. Qui donnait l'accolade à Goodwin, l'hôte régulier du 11, Downing street³, et qui l'a nommé dans son équipe ou tel conseil consultatif? Le même Gordon Brown qui saluait le "nouvel âge d'or" de la City alors même que celle-ci s'apprêtait à basculer dans le précipice d'un crash spéculatif [...]

Condamner la crise sur base de la cupidité ou du manque d'éthique de quelques-uns, c'est faire l'impasse sur sa dimension systémique. Il n'est dès lors pas surprenant que ce soit là les thèmes favoris des intégristes du marché, qui jugent impossible d'admettre que les crises régulières du capitalisme puissent s'inscrire dans son code génétique. Comme l'a déclaré récemment Daniel Henninger, directeur-adjoint du Wall Street Journal, rien de ce qui est arrivé ne "discrédite le capitalisme de libre-échange... Le système n'a été que mal utilisé par – des êtres humains faillibles."

La crise actuelle est le produit d'une forme particulière de capitalisme financier. Et même si la touchante profession de foi de Henninger ne déborde guère du cercle des vrais croyants, une génération de politiciens formée par la suprématie néolibérale se trouve paralysée lorsqu'il s'agit de prendre les mesures nécessaires pour surmonter les pires effets de la crise. En Grande-Bretagne, ce sont les tentatives obstinées du gouvernement d'appliquer une série de mesures indirectes et inefficaces pour remettre à flot le crédit bancaire, de préférence à la nécessité de plus en plus urgente de nationaliser les banques ayant pignon sur rue – où même d'utiliser les moyens de pression gouvernementaux pour couper les oreilles aux bonus et hauts salaires des PDG.

Pétard mouillé

On retrouve le même schéma à échelle nettement plus grande aux États-Unis où Barack Obama a dû raboter un plan de relance biennal de 800

milliards de dollars, lequel était de toute façon loin de combler la chute de la consommation déclenchée par le crash. Plus alarmant encore: la nouvelle transmutation – un pétard mouillé – de 2.000 milliards de dollars de son secrétaire au Trésor, Tim Geithner, qui vise à créer un nouveau partenariat public-privé de type "bad bank"⁴ destiné à recevoir les dettes toxiques, relancer le marché foireux des prêts titrisés à la consommation et recapitaliser des banques qu'on suppose déjà été aidées par les garanties inconditionnelles octroyées par George Bush, l'automne dernier.

L'influence néfaste de Wall Street et des sponsors de la désastreuse dérégulation financière de l'équipe Clinton, en ce compris le conseiller économique national d'Obama, Larry Summers, est plus qu'évidente. Comme il est plus qu'évident que, sans doute, le pot-pourri demi-mesures destinées à charmer les institutions privées afin qu'elles fassent ce qu'elles n'ont pas intérêt à faire, réduira l'impact de ce coup de fouet budgétaire. Une prise de contrôle par l'Etat pourrait, en revanche, ouvrir les lignes de crédit et surmonter nombre de problèmes liés à la mise en quarantaine des créances irrécouvrables.

"Je pense que nous n'avons pas encore, dans les Bourses, atteint le fond. Peut-être en sommes nous près. Mais les investisseurs ne veulent pas encore reconnaître à quel point l'incertitude est grande. Ils restent par trop optimistes."

Edmund Phelps,
Prix "Nobel" d'économie
Frankfurter Allgemeine Zeitung,
4 mars 2009

De deux choses, l'une

Si Brown ou Alistair Darling⁵ ont des problèmes pour assumer la nécessité d'une propriété publique, que dire des États-Unis où cette nécessité risque d'être qualifiée de dangereusement "non américaine"⁶ et où des économistes progressistes comme Joseph Stiglitz et Paul Krugman doivent avoir recours aux euphémismes. Mais cela change vite sous la pression des événements: cette semaine, la couverture de la revue étasunienne Newsweek titrait: "Nous sommes tous socialistes à présent!". Par là, elle semblait se référer à un gouvernement fort, à l'européenne.

La résistance à la prise de contrôle des banques essentielles, de même que le flingage de l'intervention publique dans l'économie nationale en la taxant de "protectionnisme", est en partie le fruit de décennies de matraquage idéologique mais, aussi, de la peur d'avoir à rendre des comptes politiques dans des domaines longtemps mis hors de portée de la démocratie. Même si la nationalisation des banques ne menace pas les fondements du capitalisme, elle est représentative d'une prise de conscience de l'énorme échec de la propriété privée.

Quoi qu'il en soit, cette résistance est déjà d'un autre temps. Le secrétaire d'État à l'Enseignement, Ed Balls, prédisait ce week-end que la crise économique actuelle allait "redéfinir notre politique" et "modifier le paysage politique" pour de nombreuses années. Il a, d'évidence, raison. Le fait que l'homme de Davos ait été hué cette semaine à la Chambre des Communes était un premier pas salutaire, mais l'appétit pour des changements plus profonds va certainement croître. Soit les politiciens le comprendront, soit ils seront probablement eux-mêmes balayés.

Version légèrement écourtée d'un article paru dans The Guardian, le 12 février 2009, traduit par le Gresea avec l'assistance de Paul Delmotte. Intertitres de la rédaction.

Notes

1. Autorité chargée de surveiller et de réguler les services bancaires et financiers au Royaume-Uni (NdT).
2. La HBOS (Halifax and Bank of Scotland), produit de la fusion des deux établissements mentionnés, est un des groupes bancaire et d'assurance britanniques en déroute (NdT).
3. Autre banque britannique en déroute, ex-alliée de Fortis dans la reprise foireuse d'ABN-Amro. (NdT).
4. Domicile officiel du Premier ministre britannique.
5. L'équivalent de notre ministre des Finances.
6. Littéralement, "mauvaise banque", en français "structure de défaisance", destinée à abriter des créances "pourries" (NdT).
7. Alistair Maclean Darling: ministre des Finances depuis juin 2007, a été secrétaire d'État au Commerce et à l'Industrie de mai 2006 à juin 2007 (NdT).

"Confrontés aux exigences des travailleurs qui produisent la richesse, les gouvernements du monde répondent en chœur: «Les caisses sont vides!».

"La publicité a inventé, pour les produits de lessive, le concept étonnant de «plus blanc que blanc». Du «blanc clair», en quelque sorte. Avec la crise financière, les décideurs politiques en ont imaginé un autre, pas moins surprenant: le «moins vide que vide».

"Explication: alors que les moyens financiers font défaut pour permettre aux travailleurs d'affronter les conséquences de la hausse du coût de la vie, l'argent public coule à flots pour éponger celles d'un capitalisme financier dérégulé. Dans l'intérêt général, les pouvoirs publics puisent dans le cofres vides l'argent nécessaire à éviter la banqueroute de respectables institutions aux pratiques mafieuses."

Nico Cué,
Secrétaire général des métallos (Wallonie-Bruxelles) de la FGTB,
Syndicats; n°14, 5 septembre 2008.

Construire une nouvelle hégémonie

Emir Sader (Rio de Janeiro)

Le processus politique de la dernière décennie en Amérique latine a donné comme résultat des gouvernements d'orientations différentes concernant le néolibéralisme. Quelques uns y sont résolument opposés tandis que d'autres affichent des caractéristiques contradictoires, selon l'expression utilisée par Emir Sader, analyste politique brésilien et brillant directeur du CLACSO (Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales - Conseil latinoaméricain de sciences sociales). Malgré un certain nombre de convergences qu'on observe notamment sur le plan économique, les pays de la région n'en finissent pas de rompre avec le moule qui les enserment ni de laisser derrière eux les ombres de leur passé.

RD: Qu'a-t-il manqué aux pays de la région pour s'intégrer davantage et avancer plus résolument dans un processus de transformation?

Un projet stratégique pour le futur, une compréhension plus claire de ce qu'est l'Amérique latine aujourd'hui, de la nature de ses régimes économiques et sociaux en fonction du rôle de l'Etat afin de penser un au-delà du néolibéralisme.

RD: Sur quels aspects y a-t-il eu progrès, d'après vous?

Quelques éléments de cette construction existent, que ce soit comme réalités ou comme éléments strictement discursifs. La Banque du Sud, l'idée d'une monnaie unique, la Banque centrale unique, tout ce qui, en fait, pourrait représenter une politique économique originale sont des éléments importants. Mais en même temps, nous devons plancher sur le modèle de société que nous désirons, et ainsi nous prononcer en faveur d'une société démercantilisée. Nous devons également nous interroger sur le type d'Etat que nous désirons, un Etat qui ne soit pas surdéterminé par la financiarisation. Définir quel type de culture, quelle iden-

tité et diversité culturelle nous devons promouvoir. Bref, dire quel type d'espace alternatif nous souhaitons créer, par delà l'hégémonie unipolaire nord-américaine.

RD: Qu'est-ce que cela implique?

Un tel processus implique non seulement l'intégration économique et sociale mais également technologique, culturelle, éducative, médiatique et politique. Il existe une esquisse de parlement latinoaméricain mais il est encore très loin de ce que l'on pourrait qualifier de structure supranationale de caractère latinoaméricain ou sud-américain. Ce projet suppose cependant qu'auparavant, nous ayons clarifié certaines orientations concernant les relations de pouvoir, le modèle de société et la nouvelle hégémonie que nous voulons construire.

RD: Il apparaît qu'atteindre ces objectifs exigera une élévation du niveau de conscience important de ces sociétés et de leur classe politique, un changement important par rapport à la décennie antérieure. Quelle contribution peuvent apporter les intellectuels latino-américains?

Nous avons une trajectoire extraordinaire en ce qui concerne la pensée critique en Amérique latine. Le grand virage fut la critique que la CEPAL élaborait au sujet de la théorie du commerce international, qui a retourné le monde en permettant de penser l'échange à partir de la périphérie et les formes de développement inégal, l'échange inégal. Cela équivalait à penser l'accumulation à partir de la périphérie avec toutes ses faiblesses. Le grand événement historique de la seconde moitié du siècle passé, en termes économiques, fut l'industrialisation de la périphérie. Jusque-là, c'était un thème monopolisé par le centre. La périphérie était limitée à l'agriculture, les mines, l'élevage et rien que cela.

RD: Quel effet cela a-t-il eu?

Ce renversement de la pensée critique a élevé le niveau de l'identité nationale et posait la relation avec les puissances impériales à un niveau supérieur. Le nationalisme a été le grand phénomène du siècle passé en Amérique latine. Avec, selon les cas de figure, des tonalités anti-impérialistes majeures ou mineures. Jusqu'il y a peu, différentes théories élaborées à cette époque ont, selon les cas, aidé à penser l'action politique des nouveaux gouvernements de la Région.

RD: Pourriez-vous donner des exemples?

En Bolivie, ce processus s'est effectué à travers l'action d'un petit groupe d'intellectuels nommé La Comuna (d'où provient l'actuel vice-président, Alvaro García Linera). Un noyau d'académiques s'est formé en dehors de la sphère universitaire et a aidé le mouvement indigène à repenser son identité, sa trajectoire. Et à réaliser une autocritique de la gauche bolivienne et de son passé. En Equateur, également, il y a des secteurs intellectuels qui se sont associés au processus politique. Au Venezuela, par contre, le changement s'est effectué en l'absence de réflexion théorique qui aurait aidé, jusqu'à présent, à penser le processus dans son ensemble. Et cela est grave

RD: Où se situent l'Argentine et le Brésil selon vous?

"Ces hommes (économistes, législateurs) veulent parfois agir sur ces lois [ndlr. du marché] par des procédés qui relèvent de la magie plus que de la science: conférences économiques, discours, appels à une mystérieuse et providentielle confiance..."

Henri Lefebvre,
Le matérialisme dialectique,
PUF, 1962

Il s'agit de deux pays qui, plus que les autres, comptent un patrimoine riche en matière de pensée critique. Et, cependant, ils se caractérisent aujourd'hui par une carence sévère de réflexion structurée dans les matières liées à la politique, l'idéologie, la culture et l'économie.

RD: Venezuela, Brésil, Argentine. Ce sont les pays les plus forts et relativement plus développés et ce sont, en même temps, ceux qui présentent les plus grandes faiblesses sur le plan intellectuel pour promouvoir un changement.

Ma conclusion est que c'est l'ensemble des forces intellectuelles et pas seulement les milieux liés à la pensée critique qui ont été pris par surprise à cette époque. Il ne subsiste qu'une petite voix dissidente face aux systèmes de domination et elle est très souvent à la remorque des mouvements sociaux. Remarquez que l'Amérique latine fut au cours des décennies antérieures, le berceau de différentes théories de la pensée critique mais aujourd'hui, nous ne rencontrons plus ces théories dans le mouvement politique latinoaméricain, elles n'aident pas à penser le processus contemporain.

RD: Quel a été le comportement de ces penseurs?

Il y a beaucoup d'intellectuels de la pensée critique de l'époque précédente qui ont terminé par adhérer au néolibéralisme parce que, pensaient-ils, ce courant était incontournable. Et quand on voit les choses de cette façon, on peut déjà deviner ce que cela donnera une fois parvenu au pouvoir. Fernando Henrique Cardoso était un brillant intellectuel de la gauche brésilienne des années 60 mais son gouvernement dans les années 90 n'était pas très différent de celui de Menem. Concernant Cardoso, je ne dirais pas qu'il s'agit d'une posture de droite mais plutôt d'un conformisme historique. Une autre partie des intellectuels a trouvé refuge dans des positions que je qualifierais d'ultra-gauche, des positions déconnectées de la réalité. L'ultra gauche a une capacité critique énorme mais n'a ja-

mais construit de processus de transformation révolutionnaire.

RD: Dans ce débat sur les gouvernements et les politiques, de nombreux penseurs et dirigeants de gauche continuent à cataloguer de droite les gouvernements qui n'ont pas introduit une rupture définitive avec le néolibéralisme.

Il y a un point de vue qui tend à absolutiser certains aspects de la réalité. De la sorte, on finit par perdre l'objectivité. Aujourd'hui, la division ne se situe pas entre la bonne et la mauvaise gauche. Ça, c'est une position qui renforce la droite. La ligne de partage se situe plutôt entre ceux qui sont en faveur d'un projet d'intégration régionale et ceux qui sont favorables à des traités bilatéraux de commerce avec les Etats-Unis d'Amérique. Et chez ceux qui sont pour l'intégration régionale, il y en a qui vont aller vers une rupture de modèle [NDLR de développement] comme l'Equateur, la Bolivie et le Venezuela. D'autres ont réussi à flexibiliser leur rapport au modèle dominant, comme c'est le cas du Brésil et de l'Argentine. Et cela n'est pas sans intérêt. Tout ce qui contribue au maintien du modèle antérieur [NDLR néolibéral] au Brésil et en Argentine est négatif. Par contre, les politiques extérieure et sociale sont positives. Cela doit être souligné.

RD: Vous n'êtes pas en train de justifier les gouvernements de ces deux pays?

Non, mais il faut se rendre compte qu'en dépit d'avancées importantes en Amérique latine, nous vivons dans un monde d'hégémonie néolibérale à tous niveaux : hégémonie économique, dans les valeurs et dans les rapports de force entre groupes sociaux. On ne doit pas perdre de vue que le libéralisme a mis tout le mouvement populaire sur la défensive. La lutte contre le modèle dominant, pour parvenir à créer la contradiction avec ses paradigmes, s'est établie bien sûr contre la droite mais à partir de positions antinolibérales qui n'étaient pas de gauche stricto sensu. Nous sommes parvenus à avoir des gouvernements qui présentent des

caractéristiques certes contradictoires mais qui sont, en tout cas, le résultat d'une lutte qui a été couronnée de succès.

L'EMPIRE ET LA CRISE DU CAPITALISME

"Démercantiliser l'économie"

Emir Sader caractérise la seconde moitié du XXème siècle comme "le passage de la bipolarité à l'unipolarité" avec une hégémonie absolue du capitalisme et des Etats-Unis comme puissance dominante. De son côté, le capitalisme, selon Sader, est passé du modèle keynésien au néolibéralisme. Cependant, en dépit de ce "triomphe spectaculaire" du capitalisme, Sader soutient que ce processus n'augure en rien pour l'avenir d'un cycle tranquille pour l'hégémonie des Etats-Unis ni d'une possibilité de croissance soutenue.

Selon le sociologue et historien brésilien, l'hégémonie capitaliste s'est produite à la suite d'"une victoire extraordinaire sur les plans politique, militaire et idéologique des Etats-Unis, "L'hégémonie économique et culturelle est telle que le mode de vie capitaliste s'impose aujourd'hui dans le monde sans soulever trop de discussion. Il n'y a pas de modèle alternatif, jusqu'en Chine, les villes se transforment et se développent comme miroir des villes états-uniennes. Les pauvres entretiennent des attentes de consommation calquées sur le modèle nord-américain".

Cependant, le capitalisme montre ses limites. La crise actuelle de l'économie nord-américaine, dit Sader, pourrait inaugurer "une longue période d'instabilité et de turbulences". Les obsta-

"Des hommes poussaient, une armée noire, vengeresse, qui germait lentement dans les sillons, grandissant pour les récoltes des siècles futurs, et dont la germination allait bientôt faire éclater la terre."

Emile Zola,
Germinal,
1885

cles et les contradictions du monde unipolaire se manifestent dans la concentration excessive des revenus, la dévastation écologique et les guerres, prévient le théoricien brésilien.

"Le capital a effectué un glissement très net vers l'activité spéculative financière. 90% des mouvements de capitaux dans le monde correspondent à des transferts de propriétés de titres et de monnaie et ne sont pas le résultat d'activités commerciales" souligne Sader.

Mais pendant que ce type de processus se produit dans les centres financiers mondiaux au cœur du système capitaliste, Sader décrit une dynamique différente dans la périphérie "Dans les années 80 et 90, l'Amérique latine a été le laboratoire le plus avancé du néolibéralisme. Tous les forces politiques de la région ont alors adhéré fortement au modèle [NDLR néolibéral] et ont été les premiers à en professer les soi-disant vertus" observe Sader. Mais ce modèle est entré en crise, ce qui a mis au jour de fortes contradictions.

Aujourd'hui, soutient Sader, L'Amérique latine est "l'unique région avec des projets d'intégration régionale indépendants des Etats-Unis, condition nécessaire mais non suffisante pour effectuer la rupture avec le modèle néolibéral. Face à la crise d'hégémonie [NDLR des Etats-Unis], les pays du sous-continent ont réagi de diverses manières, en fonction de leur capacité à reconstruire les forces susceptibles de nourrir un rapport de forces. La Bolivie et l'Equateur, selon Sader, constituent des exemples de soulèvements populaires ayant débouché sur des résultats électoraux qui ont "permis de se reprofiler sur le plan identitaire, le néolibéralisme n'y avait pas de racines suffisamment profondes pour y diffuser une pénétration culturelle puissante". Un phénomène aux antipodes du Mexique, du Chili et de l'Argentine où le modèle culturel néolibéral est davantage présent.

Sader souligne combien est intéressant le modèle d'intégration de la proposition de l'ALBA (Alternativa Bolivariana para los pueblos de nuestra América - Alternative bolivarienne pour

les peuples de notre Amérique) impulsée par le Venezuela. "Démocratiser l'économie équivaut à démercantiliser et c'est là le sens même de la lutte antihégémonique" soutient le sociologue brésilien. Et cela bien qu'il faille être bien conscient de la distance qui existe entre la situation actuelle caractérisée par une prégnance du modèle capitaliste et l'absence d'un modèle effectif de substitution. "Il existe un abîme entre l'épuisement du modèle actuel et l'apparition d'un autre. Le panorama présente des contradictions. Aussi le monde nouveau reste à élaborer" conclut Sader.

Interview de Raúl Dellatorre publiée en septembre 2008, par "Pagina 12", Buenos Aires, Argentine, et traduit par le Gresea.

"Si vous examinez un par un chacun ces produits titrisés, ils se justifient. Aggrégés, cependant, c'est de la connerie. De la merde. Ils ne servent qu'à rouler les gens."

Gao Xiqing, à un moment, en 2000, où il était conseiller du Premier ministre chinois et donc, comme rappelle malicieusement Kishore Mahbubani (Université de Singapour) dans une analyse publiée dans le Financial Times du 19 mars 2009, à un moment où on entendait Alan Greenspan vanter la valeur utilitaire et "lubrifiante" de ces mêmes produits, aujourd'hui qualifiés de toxiques.

(La place nous a manqué pour inclure ici cette instructive analyse, dont le titre vaut programme: "Le capitalisme asiatique fait la leçon à l'Occident"; on se reportera à l'édition sous rubrique du non moins instructif quotidien).

Appel à la gauche

Jetons le bébé avec l'eau du bain libéral

Par e.a Claude Demelenne, Robert Falony, Corinne Gobin, Sophie Heine, François Martou et Francis Wegimont (Belgique)

"Le libéralisme est aussi dangereux que le communisme". Ainsi parlait Jacques Chirac, en 2005. L'actualité rappelle que le libéralisme (*) est un impitoyable mangeur d'hommes. (...) Pour éviter leur répétition, il faut jeter le bébé avec l'eau du bain libéral : non pas réformer le libéralisme, mais le faire reculer. Jusqu'à son remplacement par un nouveau système, qui reste à inventer.

Le libéralisme, expliquait la droite, peut seul apporter le bonheur à l'humanité. Tout autre idéologie sort du "cercle de la raison". Le bilan des staliens du libéralisme est cruel. Il se décline en trois constats majeurs, exigeant un réformisme révolutionnaire. Une révolution sans bombe, ni fusil, que la gauche ne pourra éluder, sous peine de s'autodétruire.

1. Le libéralisme tue massivement

Le libéralisme tue davantage que la guerre et le terrorisme. Son bras armé est la spéculation boursière. Depuis 2007, la spéculation sur les matières premières a provoqué la mort de centaines de milliers de personnes, en Afrique et en Asie.(...) Un enfant de moins de cinq ans y meurt de faim toutes les cinq secondes. L'idéologie libérale est directement responsable. Ce sont ses partisans qui s'arc-boutent à la théorie selon laquelle seul un marché mondial totalement libéralisé et privatisé est apte à éliminer la malnutrition dans le monde.

Le dogme du libre-échange absolu est la camisole de force des peuples. (...) Pour stopper le carnage, il ne suffira pas de mieux réguler les marchés financiers. Il faudra retirer de la Bourse la fixation des prix des aliments de base, et instaurer un système où le pays producteur négocie directement avec le pays consommateur, pour exclure le gain spéculatif. Une petite révolution, parmi d'autres.

2. Le libéralisme est passéiste

Les libéraux sont passéistes. Ils ont enclenché un vaste mouvement de retour vers le 19ème siècle. Libéralisation, déréglementation, privatisation, riment avec cupidité, inégalités, inhumanité. Lorsque règne la loi de la jungle, un mot d'ordre prévaut : piétinez votre voisin et enrichissez-vous ! Durant les Trente Glorieuses, de 45 à 75, l'Etat providence a fait reculer le libéralisme. Des progrès sociaux importants ont été réalisés, grâce à une social-démocratie conquérante et à la "peur du rouge". L'avènement du duo Thatcher-Reagan a ouvert la pire période de régression sociale de l'histoire contemporaine. La gauche était sur la défensive. Le libéralisme a réinventé la peur du lendemain chez les citoyens. (...) Il a réintroduit la délinquance en col blanc dans la Cité. Il a dopé la culture de vol des grands patrons. (... l'écart entre la rémunération d'un grand patron et celle de ses salariés variait avant la 1ère Guerre mondiale) dans une fourchette de 1 à 10, tout au plus de 1 à 20. Aujourd'hui, la fourchette est de 1 à 300, parfois de 1 à 500 (...).

"L'Etat n'est pas la solution, il est le problème", disait Reagan. Renversons l'axiome : "Le marché n'est pas la solution, il est le problème". La social-démocratie a énormément concédé au marché. Elle a privatisé et malmené les services publics. Elle doit faire sa révolution. Et inventer un nouvel étatisme, un nouveau collectivisme. Ce que des décideurs ont privatisé, d'autres peuvent le déprivatiser, créer des banques publiques et des services publics européens, refuser la privatisation de la Poste.

3. Libéralisme égale mauvaise gestion

L'Etat n'est pas toujours un parfait gestionnaire. Mais aucun gestionnaire public n'a commis le quart du

dixième des erreurs – des fraudes, des malversations, des actes de vandalisme économique... - des gourous de la finance. (...) Libéralisme et efficacité économique sont inconciliables. C'est parce que la droite a appauvri le peuple américain que l'ouragan financier a éclaté. Si tant de travailleurs américains n'étaient pas devenus des working poors, la crise des subprimes n'aurait pas eu lieu.

Parce qu'il y a urgence, nous lançons un appel à l'ensemble de la gauche : partis, syndicats, mouvements associatifs, mutualités, militants encartés ou isolés.... Celle-ci ne peut, à elle seule, rendre des couleurs à la social-démocratie européenne, handicapée par le social-libéralisme de beaucoup de ses leaders. Mais, alliée aux gauches européennes les plus offensives (fortement présentes au Portugal, en Allemagne...), elle peut jouer le rôle d'aiguillon. La contre-offensive que nous proposons pour en finir avec le libéralisme passe par une alliance avec le Parti de la Gauche européenne (rassemblant des formations marxistes ou marxisantes démocratiques) et le Parti vert européen.

Au pouvoir sans interruption depuis vingt ans – un record ! – les socialistes belges francophones ont participé à la régression sociale causée par la pensée unique libérale. (...). La gauche gestionnaire a besoin d'une riposte globale. Elle doit rompre avec son libéralisme, light et généralement honteux, pas moins nocif que celui de la droite. Camarades, n'ayez plus peur. Ensemble, jetons le bébé avec l'eau du bain libéral! (*) Dans ce texte, nous traitons du libéralisme économique.

Carte Blanche (ici écourtée) publiée dans la version papier du journal Le Soir du 3 novembre 2008

Appel anticapitaliste "Comme un enfant dans un magasin de bonbons"

Alors que, parallèlement aux faillites, se profile une vaste recomposition du secteur bancaire, des attaques spéculatives ont pour objectif de faire s'effondrer le cours d'actions de certaines banques déjà affaiblies pour permettre leur rachat à des prix bradés. Avec un cynisme à peine croyable, le président de la Wells Fargo déclarait récemment dans la presse que, devant tant de cibles "délabrées", il se sentait comme un "enfant dans un magasin de bonbons".

Le capitalisme est en crise

Hier si arrogant, si suffisant, si grandiloquent, le voici coincé dans ses contradictions. Incapable de s'autoréguler, il montre son vrai visage : la recherche du profit maximum, la loi de la jungle, la concurrence sans limite, la guerre économique permanente. Au mépris de la survie de la planète.

Pendant 30 ans on a assisté à un matraquage idéologique sur la "faillite de l'Etat et de sa bureaucratie" et la glorification du "libre jeu du marché". On voit où cela nous a mené...

Des montages sophistiqués ont transformé la société en vaste casino où quelques « experts » branchés jouent avec l'argent et la vie des gens. Cette grave crise financière sera payée par les contribuables (impôts, taxes,...) et par les pays en développement qui verront toutes leurs factures s'envoler (nourriture, médicaments, pièces de rechange, biens d'équipement,...) dans les prochains mois.

Qui produit la richesse?

L'humanité n'a jamais produit autant de richesse, mais jamais la pauvreté n'a été aussi répandue. Le problème principal est donc qui s'approprie la richesse produite, car elle sert plus que jamais à "rémunérer" les actionnaires et de moins en moins à satisfaire les besoins sociaux.

C'est le travail de tous, et lui seul, qui produit la richesse, le capital n'en produit pas. Dès lors il n'est ni archaïque, ni immoral de revendiquer que cette richesse produite collectivement serve à l'amélioration des conditions de vie de tous.

Qui est responsable de la crise?

Les banques, les compagnies d'assurances, les sociétés de crédit, les fonds de pension ou d'investissement, le patronat sont responsables de la crise actuelle. En injectant des centaines de milliards de dollars dans le système financier, États et banques centrales ne font que renflouer ceux-là mêmes qui sont responsables de la crise. Bien plus qu'une vague "commission d'enquête", la levée du secret bancaire est indispensable pour faire toute la lumière sur les mouvements spéculatifs.

Comment en sortir?

Ce n'est pas aux salariés de payer la crise alimentée par la spéculation financière.

Il faut un plan d'urgence qui s'attaque à la racine de la crise. La recette traditionnelle des capitalistes, à savoir la nationalisation des pertes aujourd'hui et la privatisation des bénéfices demain, nous replongera au prochain cycle dans le même marasme. Toujours plus profond pour des millions de citoyens du monde.

Des mesures radicales s'imposent

La crise que nous traversons n'est pas un accident du capitalisme, un excès, un dérapage momentané. Elle est au cœur même de sa logique et c'est là qu'il faut tailler.

1. Nationaliser (= rendre à la nation) tous les organismes financiers, les banques et les assurances.

2. Instaurer une réglementation financière à l'échelle mondiale et de forts mécanismes de contrôle démocratiques.

3. Créer un système bancaire mutualisé qui drainera l'épargne, et se chargera du crédit. Un service bancaire public très largement décentralisé, accessible à tous, dans tous les quartiers et les villages.

4. Mettre fin à tous les privilèges, « parachutes dorés », et rémunérations « hors normes » qui incitent les « responsables » à emballer la machine.

5. Investir largement dans des services publics performants (enseignement, poste et télécommunications, transports publics,...) et des initiatives de développement durable.

6. Créer une Sécurité Sociale étendue, plutôt que de spéculer avec l'argent des travailleurs à travers les fonds de pension. Renforcer la pension légale, arrêter de défiscaliser les pensions privées. Rétablir le caractère d'assurance des allocations de chômage plutôt que faire la chasse aux chômeurs.

7. Relever les salaires et les allocations sociales grâce à un retour à une négociation collective salariale libre, un renforcement du système d'indexation salariale et de liaison des allocations au bien-être, la restauration d'une fiscalité directe réellement progressive et fortement redistributive vers les rémunérations basses et moyennes.

Texte mis en ligne le 2 novembre 2008, sur <http://www.capital.fr>

Parmi les premiers signataires: Nico Cué (secrétaire général MWB-FGTB), Jean-Claude Deroubaix (sociologue), Corinne Gobin (politologue ULB), Paul Lootens (syndicaliste FGTB), Jean-François Ramquet (syndicaliste), Daniel Richard (syndicaliste).

Dénoncer le capitalisme, ensemble!

Le 15 décembre 2008, l'interrégionale wallonne de la FGTB organisait une rencontre avec l'ensemble des composantes du mouvement social intitulée "dénoncer le capitalisme ensemble". Cette journée a donné lieu à la production de 5 fiches résumées ci-après par le Gresea. On peut retrouver ces fiches sous la rubrique "Nos positions" dans leur intégralité sur le site conçu par l'interrégionale wallonne de la FGTB <http://www.contre-attaque.be/>

Une crise exprime le moment d'une rupture, le renversement d'un équilibre ou une période de souffrance. La planète et les sociétés qui la peuplent sont confrontées à une crise globale (...) dont les différentes facettes renvoient toutes au modèle de développement économique dominant : le capitalisme. Jouir d'une vie digne et de l'exercice des droits et libertés fondamentaux devient un luxe réservé à la classe sociale qui en a les moyens. La soif de profits immédiats et la croyance aveugle en l'autorégulation du marché ont engendré cette crise. (...). Cette crise doit donc rendre toute sa légitimité au pouvoir public, contrôlé démocratiquement, en tant que seul garant possible du bien commun.

Aujourd'hui, l'échec du capitalisme fait apparaître au grand jour ses gigantesques contradictions. Mais il ne fera pas surgir spontanément les alternatives. Une mobilisation sur tous les fronts est nécessaire pour rétablir un équilibre dans la distribution des richesses créées par les travailleurs et ac-

"Cette crise, qui ne fait que commencer, est une chance énorme pour la prise de conscience. La théorie néolibérale – affirmant que l'homme n'est plus le sujet de son histoire; que le marché est le seul acteur, le référentiel universel (...) a perdu sa légitimité."

Jean Ziegler,
Le Soir, 10 novembre 2008

caparées par le capital depuis 30 ans. (...) Des voies et moyens d'une reprise en main de l'économie et de la qualité de vie des femmes et des hommes existent. Derrière les échecs du capitalisme, au-delà des écrans de fumée du libéralisme, existent les horizons d'une autre organisation de la société fondée sur des valeurs plus justes, durables et solidaires.

Fiche 1. Légiférer sur la rémunération du capital au profit de politiques sociales

La crise que nous vivons actuellement n'est pas qu'une crise financière, doublée d'une crise économique, ce qui en soi est déjà assez grave. La crise que nous vivons est un de ces soubresauts inhérents au modèle capitaliste qui s'est traduit durant le dernier siècle par une succession de crises (...).

Assez souvent, la spéculation est à l'origine de ces crises. Or, la spéculation est devenue une technique de rémunération du capital, avec l'apparition sinon de la cotation d'entreprises en bourse, en tout cas de la rémunération des actionnaires de ces entreprises non plus sur les bénéfices réalisés, mais sur la valeur boursière de leur entreprise (...).

Cette nouvelle forme de rémunération du capital, favorisée ou accompagnée par toutes les déréglementations financières (la libre circulation des capitaux), a provoqué un écart spectaculaire entre la rémunération du capital et celle du monde du travail, au point que la part de PIB attribuée à la rémunération des travailleurs est passée sous la barre de 50% en 2007 en Belgique alors qu'elle avait connu une croissance jusque dans le milieu des années '70.

Corollairement à l'augmentation du taux de financiarisation de l'économie, on constate une augmentation du taux de chômage (les marges bénéficiaires n'étant plus suffisamment affectées

à la Recherche, au développement ou investissements nécessaires à la modernisation de l'équipement).

Réguler le système financier est absolument pertinent, mais il n'a été qu'un des instruments au service du capitalisme international. Il convient donc d'apporter des freins en amont : [il faut] réguler la rémunération du capital. Nous sommes conscients du fait que la plupart des solutions ne seront efficaces que si elles sont appliquées au niveau international.

Fiche 2. Tordre le cou aux paradis fiscaux

Le terme "paradis fiscal" (...) désigne tout pays dont la fiscalité apparaît comme avantageuse par rapport à une «normale» toute relative. (...) Ainsi, l'Irlande, dont l'imposition est particulièrement basse, attire de nombreuses entreprises qui y gèrent leurs trésoreries (cela pouvant être légal si c'est accompagné d'une délocalisation des activités ou illégal dans le cas inverse). Les paradis fiscaux - au sens où on l'entend généralement dans la presse - combinent cette fiscalité avantageuse au secret bancaire (on parle alors de paradis bancaires) et à l'absence de coopération judiciaire avec les autorités étrangères (paradis judiciaires).

Officiellement, seuls trois pays ont été épinglés par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : Andorre, le Liechtenstein et Monaco. Mais les spécialistes s'accordent autour d'environ 70 paradis fiscaux dont la majorité se sont engagés plus ou moins à coopérer avec les autorités judiciaires, notamment dans les affaires de terrorisme.

En Europe, il existe 14 paradis bancaires dont trois au sein même de l'Union européenne: la Belgique, le Luxembourg et l'Autriche. (...) Sur base de leur souveraineté nationale, les paradis fiscaux ont produit une série de lois s'appliquant aux firmes et aux individus "résidents". (...)

Grâce au secret bancaire, les paradis fiscaux servent également à cacher des dettes d'entreprises (...). Maintenir des paradis fiscaux, même régulés, n'est pas souhaitable puisqu'ils constituent autant de moyens de contourner les lois. En outre, dans le cadre de la concurrence internationale, ils participent au nivellement par le bas des règles de sociétés via la pression qu'ils instituent sur les autres Etats. Il s'agit donc d'un élément clé dans la restructuration du système international.

Fiche 3. Impacts sur les pays en voie de développement

En quelques mois, la crise financière a ébranlé tous les pays et s'est transformée en crise économique et sociale mondiale. Une fois de plus, comme pour les crises climatiques, alimentaires et énergétiques, les pays les plus pauvres sont victimes de l'irresponsabilité du modèle de développement imposé par les pays riches et leurs institutions financières. (...) (...) La crise financière a réhabilité l'Etat dans son rôle d'agent régulateur sur les marchés financiers. Pour sortir de la crise, les pays pauvres doivent mettre fin aux politiques de déréglementation, de privatisation et de libéralisation.

Fiche 4. Pensions: 1er, 2ème, 3ème piliers

Le parcours moyen idéal d'un travailleur tout au long de sa vie se compose de trois parties. La première, destinée aux études et à la formation professionnelle, débouche sur la deuxième partie qui concerne les périodes de travail. Celle-ci conduit et permet l'accession à la troisième partie de sa vie qu'il espère la plus confortable possible: la pension. Dans nos économies européennes d'inspiration keynésienne, nous avons mis en place un système de sécurité sociale, assurance solidaire re-

distributive, où les forts contribuent davantage et cotisent pour les faibles. (...) Le poids des Fonds de pensions, leur influence et leur prédominance doivent être combattus. Il est donc temps d'agir, d'affirmer la nécessité de la solidarité et de corriger les nombreux coups de canifs déjà portés au système des pensions.

Fiche 5. Du rôle des banques à leur dérive

Les banques, il y a quelques années, s'en tenaient au rôle qui était le leur: récolter l'argent sous forme de dépôts et le transformer en crédits dans un climat de confiance mutuelle. De cette époque révolue, il ne reste ni les noms (CGER, Crédit communal...) ni les rôles car les banques ont vu leurs activités évoluer en même temps que leur désir accru de profitabilité. Profitabilité, le "maux" est lâché car si l'on y regarde de plus près, les "subprimes" et autres produits dérivés ne sont que les instruments de logiques spéculatives favorisées par un système financier libéral et dont la conséquence est une perte de confiance généralisée dans tout le système. Cette perte de confiance, qu'elle se situe au niveau des épargnants, des entreprises ou des banques entre-elles a pour conséquence d'affecter aujourd'hui l'économie réelle et de facto les citoyens et travailleurs.

En effet, les dépôts, le crédit, la sécurité des encaisses et les avances monétaires sont des éléments indispensables dans notre société, faute de quoi, aucune activité économique n'est possible. Il semble donc impératif que les différentes institutions financières assurant ces missions disposent de structures bien gérées capables de résister aux événements les plus extrêmes. Or, la bonne gestion n'était pas au rendez-vous et cela nous a imposé une configuration jusqu'ici révolue: la participation intensive de l'Etat dans différentes institutions financières de notre pays. Cette injection d'argent public a eu pour conséquence la collectivisation des pertes alors que les bénéficiaires, eux, sont privatisés. Se pose dès lors la question de la légitimité d'un « besoin » public uniquement régi par des intérêts privés.

Il est aujourd'hui indispensable d'inverser la tendance (...). La FGTB a toujours revendiqué un secteur public fort pour la banque et l'assurance. Les événements actuels nous laissent penser que cette revendication est fondée et que certaines dérives auraient pu être évitées si le secteur public avait conservé un rôle déterminant dans ces activités.

"Camarades, réfléchissons aux racines du mal!"

Bertolt Brecht
Congrès international des écrivains,
Paris, 1935

"L'économie libérale et le capitalisme ont échoué."

Mahmoud Ahmadi-Nedjad,
Président de l'Iran
Financial Times, 12 mars 2009

Mea culpa et larmes de crocodile ... c'est le miroir aux alouettes !

Raymond Coumont, Secrétaire général de la Centrale Générale des Employés (CSC)

Il ne se passe pas un jour sans que la "crise financière et économique" se rappelle à nous à travers les médias nationaux et mondialisés.

Les nouvelles alarmantes et les chiffres catastrophiques sur les pertes d'emplois prévisibles ou réelles se succèdent ; pour des milliers de travailleuses et travailleurs, il ne s'agit pas seulement de "mauvaises nouvelles pour leur avenir", mais bien de la dure réalité du présent.

Les centaines de faillites ou de restructurations de ces derniers mois ont jeté à la rue des milliers de travailleur-ses et personne n'est épargné : ouvriers, employés, cadres, hommes, femmes, jeunes et anciens, qualifiés et non-qualifiés.

Toutes les catégories de travailleurs sont touchées et particulièrement les femmes et les moins qualifié-es.

Des milliers d'ouvriers sont aussi venus grossir les rangs du chômage économique partiel.

Phénomène nouveau : toutes les Régions sont dans la tourmente, y compris celle qui affichait – il y a quelques mois encore – une situation économique triomphante et dont certains leaders politiques et économiques faisaient, du haut de leur superbe, la leçon et la morale aux autres Régions.

La Wallonie a subi pendant des années le poids et les conséquences des restructurations massives de ses grands secteurs économiques de base, nous savons malheureusement ce que cela veut dire.

La Flandre mesure aujourd'hui le poids de sa dépendance à la politique des multinationales, notamment dans le secteur de l'assemblage automobile ; non seulement dans le secteur, mais aussi dans les milliers d'emplois de sous-traitance qui en dépendent.

Comme en Wallonie, certaines régions de Flandre pourraient connaître ces prochaines années le drame des déclin cumulatifs liés à la récession de certains secteurs, grands pourvoyeurs d'emploi.

Quant à Bruxelles, même si par son statut de capitale européenne, la Région a vu l'emploi augmenter très fort dans les activités tertiaires et de services, elle est confrontée à un chômage massif des jeunes qui n'ont pas été formés à occuper les types d'emplois qui se sont développés dans la Région.

Parallèlement à tout cela, nous observons que du côté de l'Union Européenne, c'est beaucoup trop le sauve qui peut et le chacun pour soi.

La façon dont la France et l'Allemagne veulent organiser le sauvetage de leur secteur automobile s'appelle tout simplement du protectionnisme même si la Commission Européenne tente de camoufler cette vilaine farce sous de beaux habits du dimanche.

En Belgique aussi on voit s'afficher la tentation du chacun pour soi et la façon dont la Flandre a bloqué le plan de relance du gouvernement fédéral, dont il a fallu extraire une partie essentielle concernant le soutien à l'emploi, en est la manifestation la plus visible.

Heureusement, les organisations syndicales, et il faut le reconnaître, les organisations patronales continuent à affirmer qu'en cette matière, c'est d'abord tous ensemble qu'on sera efficace, même s'il faut adapter les politiques économiques, de l'emploi et de l'enseignement au niveau des spécificités de chacune des Régions.

Prenons garde à ne pas nous diviser, car pendant ce temps-là, les plus grands responsables du marasme financier restent assis sur les matelas de milliards dont ils sont toujours proprié-

taires et s'activent chaque jour, non seulement pour faire payer à la collectivité le prix de leurs erreurs et de leur rapacité, mais surtout pour veiller à ce que rien ne change en profondeur qui pourrait remettre en cause l'économie casino qui les a si bien enrichis.

Car en fait, lorsque les dirigeants politiques de Droite, comme le Président français Sarkozy, semblent s'en prendre durement aux financiers et au patronat, c'est parce qu'ils appliquent une stratégie bien connue : faire semblant de vouloir tout changer, pour garantir que tout reste comme avant.

Dans cette situation de crise profonde, les partis politiques démocratiques et progressistes, les organisations syndicales et les associations alternatives ont une occasion unique d'imposer tous ensemble des modifications fondamentales aux règles du jeu du capitalisme mondial.

Si nous ne le faisons pas, nous porterons une lourde responsabilité historique vis-à-vis des travailleurs d'aujourd'hui et des générations futures.

Ce texte a paru dans "Le droit de l'Employé" de mars 2009 téléchargeable sur <http://www.cne-gnc.be/--%20le%20droit/TextesWord.html>

"Il n'y a pas d'autre moyen de rénover enfin la culture politique de la gauche que d'y injecter massivement les valeurs du marché. En ce sens, le capitalisme est l'avenir de la gauche."

Laurent Joffrin,
Rédacteur en chef de Libération, 1984
Sauvé de l'oubli par Plan B, n°16,
janvier 2009

APPEL SOUMIS À LA SIGNATURE DES ASSOCIATIONS, SYNDICATS ET MOUVEMENTS SOCIAUX BELEM, LE 1ER FEVRIER 2009

Mettons la finance à sa place !

Pour un nouveau système économique et social

La crise financière est une crise systémique qui s'inscrit dans le contexte de crises globales multiples (Climatique, alimentaire, énergétique, sociale...) et d'un nouvel équilibre des puissances. Cette crise résulte de trente ans de transferts des revenus du travail vers le capital, tendance qu'il faut inverser. Elle est la conséquence d'un système de production capitaliste fondé sur le laissez-faire et qui se nourrit de l'accumulation des profits à court terme par une minorité, des déséquilibres financiers internationaux, de la répartition inégale des richesses, d'un système commercial injuste, de la perpétration et l'accumulation de dettes irresponsables, écologiques et illégitimes, du pillage des ressources naturelles et de la privatisation des services publics. Cette crise frappe l'humanité dans son ensemble, à commencer par les plus vulnérables (les travailleurs, les chômeurs, les paysans, les migrants, les femmes...) et les pays du Sud, qui sont victimes d'une crise dont ils ne sont en rien responsables.

Les moyens utilisés pour sortir de la crise se limitent à socialiser les pertes en vue de sauver, sans réelle contrepartie, le système financier à l'origine du cataclysme actuel. Où sont les moyens pour les populations qui sont victimes de la crise ? Le monde n'a pas seulement besoin de régulations, mais d'un nouveau paradigme qui ramène la sphère financière au service d'un nou-

"Aucun pays n'a le monopole de la bonne gestion. Ils ont compris [ndlr. en Chine] que leur avenir dépendait de l'éducation et des technologies."

Joseph Stiglitz,
sur Arte, 10 mars 2009,
cité par le Canard Enchaîné,
11 mars 2009

veau système démocratique fondé sur la satisfaction de tous les droits humains, le travail décent, la souveraineté alimentaire, le respect de l'environnement, la diversité culturelle, l'économie sociale et solidaire et une nouvelle conception de la richesse. C'est pourquoi nous demandons de :

- Mettre les Nations unies, réformées et démocratisées, au cœur de la réforme du système financier, car le G20 n'est pas un forum légitime pour apporter les réponses adéquates à cette crise systémique.

- Etablir des mécanismes internationaux, permanents et contraignants, de contrôle des mouvements de capitaux.

- Mettre en œuvre un système monétaire international fondé sur un nouveau système de réserve et incluant la création de monnaies de réserve régionales, afin d'en finir avec la suprématie du dollar et d'assurer la stabilité financière internationale.

- Mettre en œuvre un mécanisme global de contrôle public et citoyen des banques et des institutions financières. L'intermédiation financière doit être reconnue comme un service public garanti à tous les citoyens du monde et doit être sortie des accords commerciaux de libre échange.

- Interdire les fonds spéculatifs et les marchés de gré à gré, sur lesquels sont échangés les produits dérivés et autres produits toxiques hors de tout contrôle public.

- Eradiquer la spéculation sur les matières premières, à commencer par les produits alimentaires et énergétiques, par la mise en œuvre de mécanismes publics de stabilisation des prix.

- Démanteler les paradis fiscaux, sanctionner leurs utilisateurs (individus, compagnies, banques et intermédiaires financiers) et créer une organisation fis-

"Le chômage va fortement empirer. Cela va être une très, très horrible année."

John Monks
Secrétaire général de la Confédération
européenne des syndicats,
Wall Street Journal, 13 mars 2009

cale internationale chargée d'enrayer la concurrence et l'évasion fiscales.

- Annuler la dette insoutenable et illégitime des pays appauvris et établir un système responsable, démocratique et juste de financement souverain au service du développement durable et équitable.

- Etablir un nouveau système international de répartition des richesses par la mise en œuvre d'une fiscalité plus progressive au niveau national et par la création de taxes globales (sur les transactions financières, sur les activités polluantes et sur les grosses fortunes) pour financer les biens publics mondiaux.

Nous appelons les associations, les syndicats et les mouvements sociaux à converger pour créer un rapport de force citoyen en faveur de ce nouveau modèle. Nous les appelons à multiplier les mobilisations partout dans le monde, notamment face au G20, dès le 28 mars 2009.

Belém, le 1er février 2009.

Signatures des organisations et liste de signataires à www.choike.org/gcrisis

La crise : quelles perspectives?

Xavier Dupret (Bruxelles, Gresea)

Cela fait un peu plus d'un an que la crise du subprime a éclaté. Et le monde de la finance va de soubresaut en soubresaut. Les secousses qui frappent de plein fouet les bourses mondiales ont entraîné l'intervention des pouvoirs publics US. Pourquoi? Peut-être parce que les investisseurs chinois avaient besoin d'être rassurés. Cela donne une idée de l'importance que le Sud a prise sur la scène financière internationale.

Au cours des quatre dernières années, le secteur privé américain a emprunté 3.000 milliards de dollars au reste du monde¹ (en particulier, la Chine). En s'endettant à ce point, l'économie américaine, aujourd'hui en crise, semble avoir mis en place les mécanismes lui permettant de répudier sa dette.

Pour les Etats-Unis, répudier une dette peut se faire en la dévaluant de fait, via le jeu des taux d'intérêts réels. Quand on scrute de près l'évolution des taux d'intérêt américains depuis quelques années, on ne peut qu'être frappé par la faiblesse de leur niveau réel. Un taux d'intérêt réel, c'est la différence entre le taux d'intérêt officiel (on parle de taux d'intérêt nominal) des banques centrales et le taux de l'inflation. Aujourd'hui, les taux d'intérêt réels aux Etats-Unis sont négatifs (-3,6% en juillet 2008). Depuis les années 80, on n'avait plus vu un tel reflux des taux réels aux Etats-Unis.

Avec des taux directeurs nominaux compris dans une fourchette allant de 0 à 0,25%, la Fed a amplifié ce mouvement à partir d'octobre 2008. Ce qui ne manquera pas de renforcer la tendance de l'économie américaine à vivre à crédit. En effet, de manière schématique, des taux d'intérêt réels négatifs ont tendance à produire un effet pervers majeur en matière de répartition de la consommation et de l'épargne. Ils dissuadent notamment de l'épargne. Car les ménages qui possèdent du pa-

trimoine en banque ne bénéficient pas d'un taux d'intérêt leur permettant de compenser leur perte de pouvoir d'achat.

La récente évolution des taux d'intérêt réels états-uniens tend à renforcer une tendance qui se caractérise, depuis les années 80, par un excès de consommation et d'endettement par rapport à la constitution d'une épargne. Il n'est, d'ailleurs, en rien assuré que cette politique fonctionne et que le consommateur américain suive. "Le marché immobilier américain a connu la crise la plus grave depuis les années septante, avec des baisses de prix de 8% en moyenne depuis le pic de 2005, mais de 40% dans les régions les plus touchées. (...) Cela augure de la direction que l'économie américaine pourrait prendre. Avec un taux de chômage record qui dépasse les 8% selon certaines estimations, le consommateur américain (qui a longtemps été considéré comme le moteur de la croissance mondiale) pourrait jeter le gant. La consommation des ménages a chuté de 0,4% en décembre 2007".²

Le grand déséquilibre US entre épargne et consommation a été financé, jusqu'à présent, par l'extérieur. Voilà qui suppose que le marché des capitaux américain reste attrayant. Aussi le financement des déficits américains, depuis les années 80, est toujours allé de pair avec des taux d'intérêt réels positifs comme cela fut le cas entre 1980 à 2002. Des taux d'intérêt réels négatifs engendrent, en effet, une perte de confiance dans le dollar comme valeur pivot du système monétaire international.

De ce fait, le dollar ressort affaibli. Cela pose problème aux nations qui exportent massivement vers les Etats-Unis, dont les pays asiatiques, Chine en tête. Lier son destin au dollar n'est, en fin de compte, plus aussi intéressant: il y a dix ans, les taux d'intérêt réels étaient légèrement supérieurs à 4% - ils

ont chuté de près de 8% en une décennie. En outre, le plombage du dollar par la crise du subprime et les déficits dévaluent les réserves de change des nations asiatiques. C'est de nature à gêner aux entournures l'accumulation dans cette région du monde...

Aujourd'hui, nous avons donc une configuration qui voit la politique monétaire américaine renforcer une tendance à la désépargne alors que les ménages américains fortement endettés mettent leur consommation en berne. Contradiction de taille. Elle n'est pas la seule. Car une fois de plus, "les Etats-Unis font la course économique sans se préoccuper des interdépendances internationales".³ Or, trouver une issue à la crise passera par une stimulation de la demande dans les pays asiatiques ainsi qu'en Europe. Dans le même temps, les Etats-Unis devraient, quant à eux, réduire leurs déficits.

Jusqu'où le sacrifice?

Du côté des déficits, la situation américaine n'incite guère à l'optimisme. En juillet 2008, les observateurs signalaient que le déficit budgétaire US (490 milliards de dollars) menaçait d'exploser à l'occasion de l'exercice fiscal 2009⁴. Quant au déficit commercial, il reste, malgré la faiblesse du dollar, encore élevé. Pour les huit premiers mois de l'année 2008, le déficit commercial américain cumulé se chiffrait à 522,8 milliards de dollars contre 457 milliards de dollars pour la même période il y a trois ans⁵.

"Les déficits sont le prix à payer pour avoir la croissance, dit le président de la Fed"

Titre du Financial Times, le 4 mars 2009, au lendemain de l'audition de Ben Bernanke, patron de la Banque centrale des USA (Fed), par Commission du Budget du Sénat

Une sortie progressive de la crise impliquerait, pour les pays de la zone euro, de rompre radicalement avec le pacte de stabilité qui contraint le Vieux Continent à une situation de croissance molle. Cette option qui implique de se prononcer en faveur de l'expansion monétaire (en lieu et place de l'obsession anti-inflationniste "made in BCE") devrait impérativement passer par un découplage des taux d'intérêt américains et européens. On ne peut guère dire que la Banque centrale européenne (BCE) ait emprunté ce chemin jusqu'à présent.

Le taux de refinancement est le taux fixé par une banque centrale. C'est à ce taux que sont rémunérés les surplus de liquidités des institutions financières. C'est également à ce taux que ces mêmes institutions peuvent emprunter auprès de la banque centrale. Le taux de refinancement détermine donc le loyer de l'argent. De ce fait, il influence, de façon fondamentale, l'activité économique. En baissant son taux de refinancement, une banque centrale, en rendant l'argent moins coûteux pour les emprunteurs, donne un coup de fouet aux investissements. A contrario, en augmentant les taux, on comprime l'activité économique. La baisse de 0,25% du taux de refinancement de la BCE décidée en octobre 2008, qui se situait à 3,75%, ne devait pas faire illusion, car il nous ramenait grosso modo au niveau de janvier 2008, époque où, déjà, les critiques en pointaient le niveau excessif. En mars 2009, la BCE a abaissé son taux de refinancement à 1,5%, un niveau historiquement bas. Cette mesure est clairement destinée à mitiger le credit crunch qui sévit en Europe. Mais pourquoi avoir attendu mars 2009 pour agir alors que toutes les analyses avaient prédit, dès octobre 2008, que la crise s'approfondirait sur le vieux continent?

En effet, alors que la crise que l'on voyait, à l'époque, poindre à l'horizon

"La faillite des Etats-Unis n'est plus un scénario inimaginable."

Jean-Marc Vittori, éditorialiste
Les Echos, 20 janvier 2009

se caractérise par un resserrement du crédit (ce n'était pas le cas en 2003), le taux de rémunération offert aux placements des banques privées aurait dû être plus faible depuis bien plus longtemps. La Banque d'Angleterre l'avait compris, dès la fin de l'année 2008, elle qui avait baissé son taux directeur nominal à 2% et envisageait de le diminuer davantage si la conjoncture l'imposait.

Cela fait apparaître que, dans la zone euro, nous sommes victimes d'une doctrine économique excessivement anti-inflationniste et, de ce fait, trop peu orientée vers la croissance. Ecoutons Aglietta: La "conception endogène de la croissance, selon laquelle le sous-emploi chronique mine la formation du potentiel de croissance et l'insuffisance de demande intérieure entraîne des taux d'investissement trop faibles dans les grands pays de la zone euro" est jugée "incompatible avec la doctrine qui règne à Bruxelles et à Francfort, avec le carcan des règles institutionnelles existantes".⁶

Quant à l'Asie obligée d'intervenir sur les marchés des changes pour soutenir le dollar, elle ne prend pas le chemin qui permettrait de relancer l'économie mondiale. "La dépendance de la croissance en Asie à l'égard de l'exportation doit être réduite et le mode de croissance doit être corrélativement redéployé sur la croissance interne".⁷ C'est d'ailleurs de Chine que les premiers coups de canif à la liaison des économies du monde avec le dollar pourraient bien être portés. Ainsi, lors de la réunion du G20 consacrée à la crise financière des 11 et 12 octobre 2008, "la Chine fut également très critique (...). Les officiels chinois ont, en effet, signalé que malgré le fait que la croissance chinoise sera un peu inférieure cette année (environ 9% contre 7% en 2009), la Chine détient suffisamment de liquidités pour faire face à la crise".⁸

Finance internationale dollarisée

L'alignement des principales économies mondiales sur le dollar pose de plus en plus problème. Il distrait, dans ces mêmes économies, des res-

sources nécessaires au maintien de la croissance ou au décollage de la consommation intérieure. Comment interpréter, dans ces conditions, les appels, comme celui lancé à intervalles réguliers par le premier ministre britannique, Gordon Brown, et visant à la mise en œuvre d'un nouveau Bretton Woods dans le cadre d'un Fonds monétaire international (FMI) appelé à (re)devenir le garant de la stabilité financière au niveau mondial?

On commencera par constater le décalage évident entre ce type de considérations et l'actuel surendettement de l'économie américaine. En effet, le système issu de la conférence de Bretton Woods a inauguré, dès 1944, une ère de domination du dollar: l'ensemble des monnaies du monde se définissait dans un rapport de change fixe par rapport au dollar, ce dernier étant défini selon une parité stricte par rapport à l'or (35 dollars l'once d'or). Le système allait connaître une période de fonctionnement stable tant qu'il y avait pénurie de dollars dans le monde. Graduellement, à partir de la fin des années cinquante, le système allait montrer toutes ses limites.

Au cours des golden sixties, l'expansion monétaire de la Seconde Guerre mondiale, l'accélération de la sortie de dollars à l'extérieur des Etats-Unis (développement des IDE des firmes transnationales en Europe) et la dégradation de la balance des paiements américains amenaient à ce que la couverture en or de ces dollars ne soit plus viable. En outre, et ce n'est évidemment pas négligeable, en supprimant la convertibilité en or du dollar, les Etats-Unis se donnaient les moyens de démonétiser leur dette puisqu'ils avaient la possibilité de fixer le cours du dollar selon leur seul intérêt national. L'ère de unilatéralisme monétaire US pouvait alors commencer. En 1971, les Etats-Unis mettaient en crise le système dont ils étaient, à l'origine, garants.

Aujourd'hui, l'or s'est démonétisé. Il n'y a plus de contrepartie métallique à la monnaie émise, seulement de la dette. Les taux de change sont flexibles. Et la régulation du système monétaire international s'effectue via le seul

fonctionnement des marchés. Avec la modification des règles du jeu monétaire, le rôle du FMI a complètement évolué. A l'origine, le FMI devait garantir le bon état de marche du système monétaire international en aidant, par exemple, les pays en crise à rétablir leur stabilité monétaire. Dans les années 80, en assortissant (plans d'ajustement structurels) ses prêts de conditionnalités, le FMI a mis en oeuvre le démantèlement des pans entiers des politiques sociales et industrielles au Sud.

Comme l'a noté, en son temps, Montaigne, "l'accoutumance est une seconde nature, et non moins puissante". Dans le cas du FMI et des conditionnalités, cet adage se vérifie pleinement. Aussi, bien qu'ayant été mis sur la touche par le Sud, le FMI continue aujourd'hui à assortir son aide de conditions politiques. Objectif? "Obliger les pays en développement à appliquer des politiques économiques inappropriées, avec l'accord tacite des gouvernements des pays riches. Ces conditions de politique économique compromettent l'élaboration de politiques nationales, retardent le déboursement de l'aide et n'ont souvent aucun impact positif sur les populations pauvres".⁹

Dans un passé récent, des pays du Tiers-monde se sont mis à rembourser leur dette rubis sur l'ongle. "L'afflux de capitaux vers le Sud rendant un peu moins pressant que par le passé tout recours au FMI, le portefeuille des prêts de ce dernier ne s'élève plus qu'à 35 milliards de dollars, ce qui le ramène à son niveau d'avant 1980 (soit avant les différentes crises de la dette). Et déjà, un projet de réforme du FMI émergerait. Des spécialistes lui verraient bien jouer un rôle dans le règlement de la question des déséquilibres commerciaux."¹⁰ Soit dit en passant, il sera difficile de "vendre" cette réforme aux nations exportatrices d'Asie et d'Amérique du Sud qui y voient un retour virulent du protectionnisme au Nord.

Sud découplé?

L'approche de la crise mondiale, en termes de déséquilibre des flux financiers et velléités de réhabilitation du FMI, posera problème au Sud. Car elle

laisse (délibérément?) de côté le déséquilibre structurel qui mine l'économie mondiale, c'est-à-dire le décalage entre consommation et épargne à l'échelle mondiale. A ce sujet, les tenants d'un nouveau Bretton Woods se montrent peu disserts. C'est, comme on dit, une lacune. Une lacune qui se heurte de plein fouet à certaines réalités macroéconomiques. Le découplage Nord-Sud, par exemple. Le découplage désigne une forme de désynchronisation des rythmes de croissance de l'économie entre différentes parties du monde - et s'oppose à l'idée d'un monde globalisé dont les sous-éléments seraient interconnectés et radicalement dépendants les uns des autres.

En ces temps où, à l'intérieur de la gauche blanche et BCBG, la geste altermondialiste s'est profilée comme seule voix alternative au système dominant, on pressent combien s'avère dérangeante dans certains esprits (occidentaux), la possibilité de divergences fondamentales à l'intérieur de "l'économie-monde" sur la base de la diversité de situations nationales. Voilà pourquoi, sans jugement de valeur ni préjugé, il faut examiner, d'un point de vue strictement factuel, si la thèse du découplage est fondée en raison et dans les faits.

Première pièce à verser au dossier: le FMI, lui-même, en février 2008, entrevoyait la possibilité d'une croissance au Sud qui ne serait pas uniquement tirée par les exportations. "Malgré un recul de la croissance des exportations, les pays émergents et en développement — Chine et Inde en tête — restent pour l'instant sur la voie d'une expansion vigoureuse. Ces pays bénéficient de la grande vitalité de leur demande intérieure, de politiques macroéconomiques plus disciplinées et, dans le cas des exportateurs de matières premières, de la montée des cours des produits énergétiques et alimentaires." Il est vrai qu'à cette époque, le FMI n'imaginait pas la possibilité d'une récession économique majeure.

Depuis, les prévisions concernant la croissance mondiale ont été fortement revues à la baisse. Au premier trimestre 2009, le FMI prévoyait une

croissance mondiale de 0% pour l'ensemble de l'économie mondiale. Cette présentation globalisante laisse apparaître un Nord en récession et un Sud qui continue à créer de la richesse. Moins, il est vrai, que ce qui était, à l'origine, prévu. La fragilisation de certaines économies du Sud serait, à l'avenir, plus causée par son ouverture au monde extérieur que par le refus de l'insertion dans l'économie mondiale néolibérale. En effet, "la violente liquidation de certaines devises émergentes ces dernières semaines [qui] n'est que le début de ce qui pourrait être un processus de plusieurs mois (...). Les fonds spéculatifs sont également de la partie. Ils procèdent à des rapatriements de fonds à grande échelle pour faire face à leurs échéances, en cédant notamment les actifs des pays émergents".¹¹

Ils ne mouraient pas tous, mais tous, du peso argentin au rand sud-africain, étaient frappés. Tous sauf le yuan, la monnaie nationale chinoise, qui n'a perdu que 0,19% par rapport au dollar au cours du dernier trimestre 2008¹². Parmi les victimes de la crise, une analyse récente du FMI¹³ recense 22 pays à faible revenu qui vont souffrir pour maintenir leurs réserves de change à un niveau prudent (soit 3 à 4 mois d'importations).

A l'avenir, en cas de durcissement de la crise, plus de 50% des pays à faible revenu pourraient faire face à une balance des paiements vulnérable, résultat de la diminution des investissements directs étrangers, elle-même causée par la crise financière globale. La situation de ces pays ne doit pas faire oublier le cas de figure particulier des nations dites émergentes. "Si la crise était survenue quelques années plus tôt, ces pays auraient déjà été mis en déroute."¹⁴ Cependant, la hausse, de

"Depuis sa création en 1988, l'indice de la Bourse de Paris a progressé de 120% et le salaire annuel de 15% à prix constants."

Jean Gadrey,
professeur émérite d'économie
à l'Université Lille I,
dans Le Monde, 14 octobre 2008

"Aujourd'hui, il n'est plus concevable de produire pour produire, indépendamment de ce qui est produit."

Henri Goldman,
Revue Politique
Décembre 2008

ces dernières années, des matières premières a permis à bon nombre d'Etats au Sud de se désendetter et de constituer des réserves via des excédents budgétaires.

La Chine sera donc moins affectée. Explication. Contrairement aux idées reçues, la croissance de l'économie chinoise ne dépend pas en premier des exportations, mais des investissements (40% du PIB) et de la consommation intérieure, qui en constituent le moteur¹⁵, de même que son caractère relativement autocentré: il explique la grande stabilité de la monnaie chinoise à l'heure où les devises émergentes pâtiennent des soubresauts de l'économie mondiale. Cette stabilité fait d'ailleurs les affaires de certains pays du Tiers-monde. Lorsque les officiels chinois annonçaient, à l'occasion du G-20 des 11 et 12 octobre, que l'économie chinoise se centrerait davantage sur son marché intérieur, le quotidien progressiste de Buenos Aires "Pagina/12" se réjouissait¹⁶: "Cela équivaudra à un niveau supérieur d'importations qui pourraient être ouvertes par des matières premières en provenance de l'Argentine". Le Sud ne sera sans doute pas mécontent d'apprendre que la Chine serait sur le point de lancer un plan de relance de plus de 1.000 milliards d'euros. Ce plan a pour objectif de maintenir la croissance chinoise au niveau des 8% en 2009. "Le pays en a les moyens. Après des années de forte croissance, l'Etat est peu endetté (à peine 20,9% du PIB fin 2007) et peut se permettre quelques déficits".¹⁷

Le monde qui se dessine à la faveur de la crise, sous nos yeux, sera manifestement polycentrique. Une époque se termine pour les Etats-Unis. Faute d'avoir su régler à temps la question des déficits, la domination US sur le reste du monde en sera mise à mal, car "une civilisation qui s'avère incapable de

résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente." (Aimé Césaire).

Notes

1. *BusinessWeek*, 13 octobre 2008
2. *The Economist*, 12 janvier 2008.
3. Michel Aglietta, "Les déséquilibres financiers des Etats-Unis et la transformation du système monétaire international", contribution à la conférence internationale d'économie monétaire et financière
4. *Les Echos*, 28/07/2008.
5. *Le Nouvel Observateur*, 23 juin 2008.
6. Michel Aglietta, Laurent Berrebi, "Désordres dans le capitalisme mondial", Editions Odile Jacob, Paris, 2007, p.381.
7. *Ibid.*
8. *Pagina/12*, 12 octobre 2008.
9. "Perdre les mauvaises habitudes: La Banque Mondiale et le FMI attachent encore des conditions de politique économique à leur aide", Oxfam, novembre 2006.
10. *Wall Street Journal*, 21/04/2006
11. *L'Echo*, 21 octobre 2008.
12. *L'Echo*, 22 octobre 2008
13. IMF, *The Implications of the Global Financial Crisis for Low-Income Countries*, march 2009.
14. *Le Monde*, édition mise en ligne le 12 janvier 2009
15. *The Economist*, 3 janvier 2008.
16. *Pagina/12*, *op.cit.*
17. *Les Echos*, 5 mars 2009.

Concernant trois idées fausses enseignées dans les cours d'économie: "La première est la théorie des «marchés de capitaux efficients», aujourd'hui d'évidence discréditée."

Richard Layard,
London School of Economics Centre for Economic Performance,
Financial Times, 12 mars 2009

La gauche et la crise: essai de mise en musique

Bruno Bauraind (Liège - Gresea)

En Europe, la question de l'avenir ou des multiples recompositions de la gauche n'a pas attendu la crise financière et économique de ces derniers mois pour se poser. Il est néanmoins difficile aujourd'hui de l'évoquer sans la replacer dans les dynamiques propres au contexte économique et financier mondial que nous connaissons. La crise financière et, plus particulièrement, les réponses que pourront y apporter les différentes composantes de la gauche (partis politiques, syndicats, organisations du paysage associatif) conditionneront à ne pas en douter son avenir. L'occasion est là, réelle, pour une moitié du spectre politique de renverser un rapport de forces qui, ces dernières années, lui est devenu progressivement défavorable. L'occasion est là aussi, de démontrer que des alternatives crédibles au discours dominant existent en économie.

Ce discours s'est exprimé à Davos à la fin du mois de janvier dernier. Il y eut évidemment les mea culpa de circonstance: "Si nous en sommes là, c'est parce que nous sommes trop focalisés sur le profit"¹ dira Henry Kravis, fondateur du fonds KKR. Derrière les effets d'annonce cependant, l'objectif moins avoué des "maîtres du monde" s'exprime au travers de la philosophie des plans de relance de l'économie monde: sauver le système actuel par perfusion de liquidités en le légitimant par une régulation molle des marchés financiers. Peut-on s'en contenter?

A Belém, lors du contre-forum social mondial, la réponse est clairement non. Les altermondialistes en appellent à "un nouveau paradigme qui ramène la sphère financière au service d'un nouveau système démocratique fondé sur la satisfaction de tous les droits humains, le travail décent, la souveraineté alimentaire, le respect de l'environnement, la diversité culturelle, l'économie sociale et solidaire et une nouvelle conception de la richesse"².

La question d'un nouveau paradigme se pose également en Europe.

Scier les 7 piliers du néolibéralisme ³

De Belém à Bruxelles, les différents appels des forces progressistes ont au minimum une chose en commun, un constat de base. La faillite des banques est moins le reflet d'un manque de régulation du système financier international que l'échec d'un modèle de développement économique né dans le courant des années 70.

Trois décennies qui ont vu l'offensive néolibérale sacrifier les accords de Bretton Woods sur l'autel de la libre circulation des capitaux et de la dérégulation des marchés financiers. Dans l'économie dite réelle, c'est la chasse aux coûts pour rétablir les taux de profits des investisseurs qui caractérise le mieux cette période. La modération salariale dans les pays industrialisés et les vagues successives de délocalisation vers les pays à bas salaires creusent les inégalités et précarisent le travail au Sud comme au Nord.

Devant ce déséquilibre croissant entre rémunérations du travail et du capital, à gauche, la sociale démocratie n'opposera qu'un modèle inspiré d'un libéralisme mou, accompagnant les privatisations et les délocalisations, s'opposant seulement par à-coups à l'offensive généralisée contre les conquêtes historiques arrachées à partir de la Seconde Guerre mondiale. Dans son appel à faire le deuil du libéralisme économique, un collectif d'intellectuels belges fait ce constat: "La sociale démocratie a énormément concédé au marché. Elle a privatisé et malmené les services publics. Elle doit faire sa révolution et inventer un nouvel étatisme, un nouveau collectivisme"⁴. Une révolution qui, cependant, tarde à venir...

L'Etat providence est mort. D'où, en ces temps tourmentés, un autre constat qui fait aussi l'unanimité. La

gauche doit se réinventer autour d'un nouveau paradigme. Là, les divergences apparaissent rapidement. L'économiste français, Michel Husson, en propose les contours en ces termes: "la cohérence d'une véritable politique économique de gauche ne peut être aujourd'hui obtenue que par un degré élevé de radicalité"⁵. Partons de là...

Une autre répartition?

Selon l'économiste Jacques Attali, à court terme, la réforme la plus urgente à apporter au système est de réduire et de réajuster dans le temps la dette des plus pauvres⁶. La proposition, au regard de l'urgence du contexte américain, ne fait néanmoins que reporter l'échéance d'un krach mondial de l'endettement.

Plus qu'un indicateur de mauvaise gouvernance bancaire, la crise du "subprime" met en lumière le retour d'un phénomène caractéristique du début de l'industrialisme en Occident et qu'on croyait à jamais jeté dans les oubliettes de l'histoire: le travailleur pauvre. La crise actuelle a pour élément déclencheur l'endettement de travailleurs appauvris par trois décennies d'accroissement des inégalités. Quelques chiffres valent parfois mieux que de longs discours. En France par exemple, pays pourtant encore éloigné des standards anglo-saxons quant aux inégalités sociales, sur la période 1998-2005: "les 0,01% des foyers les plus riches ont vu leur revenu réel croître de 42,6% sur la période, contre 4,6% pour les 90% des foyers les moins riches"⁷. Ce fossé qui se creuse entre les riches et les pauvres dans nos sociétés tient d'abord à la distribution primaire des richesses. En Belgique par exemple, la part du PIB reve-

"Moraliser le capitalisme est un non-sens."

Robert Castel,
sociologue,
Le Monde, 28 février 2009

nant aux travailleurs est passée sous la barre de 50% en 2007⁸.

Pour Husson, la transformation des clés de répartition de la richesse produite est la condition sine qua non d'un autre modèle de développement et d'un véritable programme économique de gauche. Sans cela, tout projet politique visant à lutter contre le chômage, à renforcer la sécurité sociale ou à adapter le temps de travail conduirait inexorablement "à un recul de la solidarité et à la montée des inégalités"⁹.

En outre, et en dehors d'une régulation du système bancaire, obliger les banques à revenir au cœur de leur métier -prêter aux entreprises- et permettre aux travailleurs d'épargner une partie d'un salaire qui ne se limite pas aux dépenses contraintes sont les deux faces d'une même médaille.

Parvenir à un tel rééquilibrage n'est pas impossible. L'accroissement des inégalités n'a rien de naturel. Pour y parvenir, la fiscalité est au cœur des propositions à gauche.

Plus de justice fiscale

Une juste rétribution du travail passe par plus de justice fiscale. L'Etat a un rôle central à jouer. Au niveau international: démanteler les paradis fiscaux et, à plus long terme, créer et faire appliquer des taxes globales¹⁰ -à l'image de la taxe Tobin- visant à financer une mondialisation équitable et durable.

Au niveau national, alors qu'en Europe l'ère du temps est à la "flat tax", une plus juste répartition des richesses passera par une plus forte progressivité de l'impôt sur les revenus et le rétablissement ou l'établissement d'un impôt sur les bénéficiaires des sociétés. Une taxe qui, si elle avait une dimension supranationale, serait le frein le plus efficace à la mise en concurrence des systèmes fiscaux nationaux par les entreprises multinationales. En Roumanie, ainsi, une entreprise décidant d'y investir ne paie pas d'impôts sur ses bénéficiaires

pendant 10 ans. En Belgique, les intérêts notionnels ont fait baisser la recette de l'impôt des sociétés de 34 à 26%¹¹. Attirer l'investissement ne peut se faire à n'importe quel prix !

Enfin, pas de justice fiscale, sans un impôt sur les grosses fortunes et les revenus du patrimoine.

Oser briser le tabou

Une meilleure redistribution des richesses est un axe central des réponses qu'offrent les forces progressistes à la crise du modèle économique et financier actuel. Néanmoins, peuvent-elles esquiver le thème crucial qui est au centre de la construction historique de la gauche, mis en sourdine depuis plus de trois décennies. Le journaliste Hervé Kempf dans les colonnes du Monde ose l'aborder: la question de la propriété des moyens de production. Qui doit contrôler l'économie? Qui décide de la manière de produire des richesses? Ici, c'est la structure de l'entreprise privée qui est mise en cause.

En effet, la crise actuelle est aussi l'échec d'un modèle économique guidé par l'intérêt à très court terme d'une poignée d'actionnaires et qui, de façon croissante, internalise la concurrence. Dans certains secteurs comme l'automobile, la stratégie de compétitivité basée uniquement sur les coûts de production montre ses limites.

L'entreprise est a pièce centrale du capitalisme moderne. Pourtant, elle n'occupe aujourd'hui qu'une place très marginale, à gauche, dans les réflexions économiques. Des pistes d'alternatives existent. Les coopératives de production ne sont-elles pas plus efficaces que le modèle de la firme privée?¹² La participation des salariés à la définition des stratégies commerciales et financières d'une entreprise est d'application çà et là. La cogestion ou l'autogestion sont-elles des mécanismes permettant de construire un modèle d'entreprise plus en phase avec les défis environnementaux, sociaux et économiques du jour?

La gauche répond encore en ordre dispersé. Pourtant, étant le rez-de-chaussée de la concertation sociale, l'entreprise reste le lieu privilégié du

rapport de forces entre capital et travail et donc, de la définition des modalités de la répartition primaire de la plus-value produite par les travailleurs.

Il n'y aura pas de politique économique de gauche crédible si elle ne repose pas sur des fondements philosophiques et idéologiques solides. Comme l'exprimait l'historien français, Christian Laval, lors d'une rencontre avec des syndicalistes belges en décembre 2008¹⁴, le néolibéralisme s'est construit à partir des années 30 en mettant "l'intérêt" au centre de tout rapport humain, et est devenu de ce fait, à partir des années 70, plus qu'une simple doctrine économique.

Sauver les banques ne suffira pas. Renforcer l'imposition sur les bénéfices des sociétés non plus. Trouver la porte de sortie du néolibéralisme implique, comme l'affirme le philosophe Alain Badiou, de rompre avec cette loi d'airain du discours dominant qui voudrait faire croire à la fin des idéologies¹⁵. Un autre modèle économique où le développement individuel serait assuré par le truchement d'une collectivité forte passe, à ne pas en douter, par une réactivation de la bataille des idées.

Notes

1. Les Echos du 2 février 2009.
2. "Mettons la finance à sa place", Belém, le 1er février 2009.
3. Titre emprunté au "Manifeste altermondialiste" d'Attac, Editions Mille et une nuits, 2007.
4. "Camarades, jetons le bébé avec l'eau du bain libéral", Le Soir du 3 novembre 2008.
5. Michel Husson, "Il est temps d'être radical", in L'Economie politique n°40, 4ème trimestre 2008.
6. Jacques Attali, A global Weimar, le Wall Street Journal du 12 février 2009.
7. Camille Landais, "Les hauts revenus en France (1998-2006) : une explosion des inégalités ?", Paris, Paris School of Economics, Juin 2007, <http://www.jourdan.ens.fr/~clandais/documents/htrev.pdf>.
8. Syndicats n°3 du 13 février 2009.
9. Michel Husson, op.cit.
10. Mettons la finance à sa place, Idem.
11. Voir les propositions de la FGTB wallonne sur le site "le capitalisme nuit gravement à la santé", <http://www.contre-attaque.be/index.php?p=concret2>
12. Hervé Kempf, "Le chemin du postcapitalisme", Le Monde du 15 janvier 2009.
13. Hervé Kempf, op. cit.
14. Résumé de cette conférence sur "l'homme économique occidental", voir <http://www.gresea.be/PV081215BBconfLavalGPDweb.html>
15. Alain Badiou, "De quel réel cette crise est-elle le spectacle?", Le Monde du 18 octobre 2008.

"Les cendres battent sur mon cœur."

Thyl Ulenspiegel
Charles De Coster, 1867

L'enjeu de la banque publique

Xavier Dupret (Bruxelles, Gresea)

Pour contrecarrer les effets du jeu de massacre provoqué par l'étranglement du crédit (crise, crunch, crash), les autorités politiques des pays les plus touchés ont depuis, l'été 2007, multiplié les parades. Elles se caractérisent par une gradation et une progression dans la vigueur de l'intervention de l'Etat dans la sphère financière.

Alors que la crise n'en est encore qu'à ses balbutiements, pour combattre le credit crunch à juste titre perçu comme une menace, les banques centrales vont, au départ, surtout s'activer sur les marchés interbancaires. Il fallait impérativement, d'après les banquiers centraux, réinjecter de l'argent dans les rouages de la machine. Et c'en serait fini de la crise.

Injection record, en 2007, de la Banque centrale européenne: 348,6 milliards d'euros¹. La Fed (Banque centrale des Etats-Unis), la Banque d'Angleterre et la Banque centrale du Japon opéraient, dans un bel esprit de convergence, les mêmes choix. A l'époque, les grands trésoriers des économies occidentales estimaient être en présence d'une simple crise de liquidité du système bancaire.

Les banques refusaient de se prêter de l'argent entre elles. Qu'à cela ne tienne, en multipliant la masse monétaire en circulation, les banquiers centraux espéraient redonner du tonus à l'activité de prêt interbancaire. Rien n'y fera. La crise à laquelle était confronté le système portait sur la solvabilité même des établissements bancaires. Erreur. D'où, dès octobre 2008, émergence de nouvelles "stratégies".

Big Bad Bank

Aux Etats-Unis, l'idée fera son chemin chez les décideurs, à commencer par Hank Paulson, secrétaire au Trésor (l'équivalent de notre ministère des Finances), de procéder au rachat des actifs douteux des banques. L'opération consistait à sortir les actifs problématiques du bilan des banques de sorte

que leur solvabilité pouvait repartir à la hausse. Ce qui, du même coup, mettrait fin à la crise du crédit. Sur papier, l'idée était simple. Trop simple.

Le plan "coïçait" sur plusieurs points. Passons-les en revue. Tout d'abord, les actifs visés par l'initiative ne valaient déjà plus rien. S'ensuivit une polémique. Si le prix de rachat était trop faible, la dévaluation des actifs et la dégradation du bilan des banques ne pouvaient être évitées. Un coup dans l'eau. Par contre, si le prix de rachat était trop élevé, c'était le contribuable américain qui faisait les frais de l'opération. Ce dilemme permet d'appréhender la nature profonde du plan Paulson: une socialisation des pertes pure et simple.

D'où, deuxième mouvement, l'idée de la banque dite de défaisance (les Anglo-saxons nomment cela "bad bank", mauvaise banque, une structure où loger les créances pourries). Des structures de défaisance avaient déjà été créées aux Etats-Unis à la fin des années 80. Mais, là encore, si elles devaient voir le jour, elles ne manqueraient pas, pour sauver les banques en difficultés, de mettre le contribuable à... contribution. C'est leur seule raison d'être. Demander à la collectivité de mettre la main au portefeuille pour financer des choix douteux posés par le privé pose évidemment question sur le plan politique. Enfin, l'idée présente un problème technique. C'est qu'il est difficile d'estimer, pour l'heure, le nombre et le poids exacts des actifs toxiques: elles se trouvent largement à l'extérieur du bilan des banques. Cela complique – mettons – la tâche d'évaluation.

Enfin, en ouvrant ainsi grandes les vannes de l'argent public pour accueillir les actifs pourris des banques aux abois, les pouvoirs publics risquent également de donner l'impression à certains opérateurs privés qu'il y aura toujours quelqu'un pour payer la note en cas de catastrophe. C'est ce que l'on appelle, dans le jargon, un aléa moral. Est-ce vraiment le bon message?

On nationalise un peu?

Aujourd'hui, les bilans des banques sont pleins à craquer de créances irrécupérables. Du coup, la valeur en Bourse des banques concernées a fait la culbute. Logique. Qui miserait, en effet, un sou sur une banque qui ne peut se faire payer ses dettes? Voir Fortis, voir Dexia...

Alors? Alors, ultime remède, on envisage la nationalisation. Voir le gouvernement de Gordon Brown, qui a nationalisé Northern Rock, une banque anglaise spécialisée dans les prêts immobiliers. Au départ, l'équipe Gordon Brown ne songeait pas un seul instant à nationaliser la Northern. Au contraire, un deal avec le privé était clairement envisagé. Seulement voilà, l'ensemble des solutions privées va consister à laisser prendre en charge par l'Etat une partie des dettes de l'ex-Northern. On reconnaît bien là la bonne vieille tradition consistant à socialiser les pertes. Et c'est précisément cela qui va faire problème. Donc, nationalisation, pas d'autre choix. Alistair Darling, Chancelier de l'Echiquier de sa Gracieuse majesté: "dans les conditions actuelles du marché, nous ne pensons pas que les (...) propositions [NDLR du secteur privé] offrent une valorisation suffisante pour le contribuable. C'est pourquoi le gouvernement a décidé de présenter une loi pour placer Northern Rock dans une période temporaire de nationalisation".²

Ne boudons pas notre plaisir et apprécions un instant l'ironie de la situation. Il y a vingt ou trente ans de cela, le néolibéralisme triomphant assurait que les entreprises nationalisées n'avaient plus d'avenir et qu'il valait

"Prendre 1 centimètre cube de fumée de tabac et en peindre les surfaces extérieure et intérieure d'une couleur hydrofuge."

Marcel Duchamp, 1941

mieux tout privatiser... Aujourd'hui, on peut tenir, sur les mêmes bases néolibérales, le raisonnement inverse et plaider en faveur de pôles publics bancaires forts. Tour cela est pour le moins troublant. Ne nous arrêtons pas en si bon chemin. Car d'un point de vue fonctionnel, l'économie néolibérale présente un certain nombre de carences particulièrement graves.

Beaucoup?

Une des dimensions fortes de la crise en cours consiste en un gel du crédit, signe de la profonde défiance qui existe aujourd'hui sur les marchés financiers. De proche en proche, toute l'économie s'en trouve paralysée. Faute de crédit, des entreprises bloquent des projets d'investissement. Et des ménages doivent renoncer à certains projets nécessitant classiquement des prêts (par exemple, l'achat d'un logement).

Rappelons que, dans un schéma libéral classique, la meilleure allocation des ressources rares réside dans la latitude laissée aux acteurs de prendre librement des décisions rationnelles basées uniquement sur leurs préférences individuelles. Par ailleurs, du point de vue de la dissémination de l'information, la théorie néoclassique – fort en vogue depuis une bonne vingtaine d'années – considère que le marché libre définit le meilleur système dans la mesure où il fournit, via un cadre décentralisé, les meilleures incitations aux acteurs.³

Le "crunch" du crédit prouve que ces deux postulats de base ne fonctionnent pas dans la réalité et que l'addition de comportements individuels perçus comme rationnels n'assure pas, à un ni-

"Les pays industrialisés et nouvellement industrialisés sont les gagnants et la majorité des pays en développement, les perdants."

Bilan de la mondialisation
vu par Joseph Stiglitz
dans son livre
"In the Shadow of Globalisation",
et tel que résumé dans la publication
D+C, vol. 30, 2003:10

veau collectif, une allocation efficace des ressources. En effet, chaque banque, en période de crise, peut estimer rationnel de refuser de prêter de l'argent à ses consoeurs. En manifestant une telle aversion au risque, elles vont cependant gripper l'économie. Cette dynamique récessive peut se muer en dépression si l'on n'y prend garde.

Dans la pratique, les analystes décèlent dans la zone euro et aux Etats-Unis "un niveau extrêmement élevé de l'aversion pour le risque".⁴ Cette crise touche avant tout "toutes les classes d'actifs risqués: immobilier, actions, titres des pays émergents, obligations des entreprises, (...), taux de change des émergents. Les financiers ont déplacé toute leur liquidité des actifs risqués vers les actifs et titres présentant moins de risque".⁵ Cela permet d'expliquer la brutalité et la profondeur de cette crise.

C'est pour combattre cette logique d'action qu'une nationalisation conséquente des banques en vue de la constitution d'un pôle public bancaire fort s'avère nécessaire.

Elle présenterait l'avantage de changer la logique en matière d'allocation du crédit. C'est ce type de considérations qui a amené la FGTB wallonne à plaider pour un pôle public bancaire fort. Récemment, le gouvernement wallon, par l'entremise de son ministre de l'Economie, Jean-Claude Marcourt, s'est montré intéressé par la création d'un nouvel outil public destiné à financer l'économie wallonne, à savoir la caisse d'investissement de Wallonie (CIW) qui consistera en un fonds d'investissement dans des secteurs jugés stratégiques pour l'économie wallonne et financé par un appel public à l'épargne.

Il est vrai que la CIW n'est pas une banque stricto sensu, car elle n'organisera pas la collecte de dépôts. Il n'en reste pas moins qu'en orientant prioritairement ses investissements vers les PME qui, plus que les grandes entreprises, sont victimes de la crise, elle permettra de contrer la crise du crédit qui frappe durement l'économie wallonne.

Du côté des partis politiques, aucun appel officiel du PS à la création d'un pôle public bancaire n'a été, à ce jour, enregistré. Détail piquant: c'est Paul De Grauwe, un économiste de la KUL étiqueté VLD qui a lancé le plus clair appel à la nationalisation des banques en Belgique: "Il serait logique que l'Etat nationalise les banques temporairement de sorte que le profit qu'il réalisera grâce à ce transfert sera profitable non seulement pour les actionnaires, mais aussi pour les contribuables".

Un appel que les marchés risquent fort bien de ne pas apprécier. Aux Etats-Unis, épice de la crise mondiale, les rumeurs de nationalisation des banques ont plombé Wall Street à la fin du mois de février 2009. Il est évident que les marchés financiers préféreront toujours une solution basée sur la socialisation des pertes et le rachat des actifs toxiques aux frais du contribuable⁶.

Un questionnement progressiste ne devrait-il pas, dès lors, porter sur l'étendue de la pression publique et des mobilisations populaires qu'il sera nécessaires de déployer afin que les travailleurs soient aidés prioritairement par rapport au capital, que les politiques fiscales en faveur du capital soient profondément remaniées et qu'à l'instar de la grande dépression des années trente, un contrôle social accru sur le capital soit mis en œuvre?⁷ Fascinants chantiers.

Notes

1. *La Tribune*, 18 décembre 2007.
2. *Trends-Tendances*, édition mise en ligne le 18/02/2008
3. Cfr. Takis Fotopoulos, *The myths about the economic crisis, the reformist Left and economic democracy in Inclusive democracy*, Vol. 4, No. 4 (October 2008).
4. Patrick Artus, "Quelle est l'anomalie de formation des spreads de crédit?" in *Flash Marchés Natixis* n°342, 20 août 2008.
5. Sauf rares électrons libres, tel cet appel signé du PS-ex-Ecolo Henri Simons et du regretté François Martou (MOC).
6. *La Libre Belgique*, 22 janvier 2009.
7. Cfr. William K Tabb, "The financial crisis of US capitalism" in *Monthly Review*, October 2008.

Contribution à la campagne de la FGTB wallonne "Dénoncer le capitalisme ensemble"

Erik Rydberg (Bruxelles-Gresea)

Ce texte a servi de base à l'intervention du Gresea lors de la journée "Dénonçons le capitalisme ensemble" organisée par la FGTB wallonne le 15 décembre 2008.

Les réflexions et propositions qui suivent prennent place dans la tentative de définition d'une offensive syndicale de gauche dans un contexte de déroutement du système financier mondial. Elles s'articulent autour de trois lignes de force:

1/ Bataille des idées: reprendre le dessus

On peut juger la situation paradoxale ou ironique mais la crise actuelle du capitalisme "turbo", bien que donnant raison à la critique de la gauche, chemine en parallèle avec la énième crise d'identité de cette même gauche qu'on voit multiplier les chantiers autour d'un "qui sommes-nous?" et d'un "que voulons-nous?". Un vide en résulte, aucune alternative structurée ne se présente qui permettrait de mobiliser autour d'un contre-projet. La gauche dispose d'un boulevard pour dire sa vérité, au lieu de quoi elle reste largement silencieuse.

Il convient de prendre la mesure de cet échec et d'en dégager les principales raisons. L'une d'elles, majeure, est idéologique. Depuis près de trente ans, toutes les valeurs de la gauche, tous ses repères historiques, toutes ses alternatives économiques, ont été systématiquement écartés du débat public par le discours dominant. C'est un fait qu'on ne peut ignorer. La gauche a devant elle, aujourd'hui, un public qui a été largement rendu analphabète, qui ne comprend plus son langage voire, pire, s'en méfie instinctivement.

Il y a des fossés à combler. Ainsi, la gauche doit être consciente de la déconnexion profonde qui existe entre ses "élites" (ceux et celles qui ont le privilège professionnel de se donner le temps de penser) et son "peuple", l'homme de la rue, le simple délégué, le travailleur anonyme, qu'il ait ou non un

emploi. Le défi n'est pas mince. Car il faut, simultanément, répondre dans l'urgence à une attente collective de sortie de crise, contexte économique oblige, et entamer un lent travail de ré-éducation idéologique, redonner signification aux mots de la gauche, en expliquer la nécessité scientifique. On jugera ici symptomatique la remarque désabusée d'une jeune ouvrière de Peugeot-Citroën pour justifier qu'elle n'a pas rejoint un syndicat: "Cette crise est terrifiante, mais je ne vois pas comment les syndicats pourraient y changer quelque chose."¹ Qui lui donnerait tort?

Il n'a pas de recettes miracles. Mais il y a des choses à faire...

1a. On citera le projet récent visant à mettre en place un réseau d'économistes "hétérodoxes" afin de faire contrepoids au discours néolibéral et ses prétentions hégémoniques au statut de seule explication "naturelle" de nos démocraties de marché. Initiative modeste, il en faudra d'autres.

1b. Par exemple, renforcer les moyens humains affectés aux formations syndicales, et les recentrer sur une approche plus politique de l'économie capitaliste, comme le demandent divers syndicalistes, à l'instar de Paul Lootens (FGTB) et Jean-Marie Piersotte (CSC): voir "Tous ensemble - Réflexions sur l'avenir des syndicats", Couleur Livres, 2008.

1c. Même chose pour les services d'études syndicales, en leur assurant un meilleur rayonnement, des espaces de discussion.

1d. Sans doute serait-il opportun d'envisager aussi de penser à un groupe de travail ad hoc chargé de penser plus largement, structurellement, cette offensive dans la bataille des idées.

2/ Mobiliser autour d'un pôle public fort

La déroutement surréaliste des fleurons bancaires du Bel 20 – Fortis, Dexia, KBC – a montré que les rois de la fi-

nance sont nus, de vulgaires spéculateurs et foireux avec cela. Elle a conduit à réclamer, et timidement à remettre sur rail, un pôle bancaire public; c'est une chose qui va dans le bon sens. Pourquoi, en effet, le citoyen indien ou chinois peut-il se tourner vers une banque publique et pas nous, qui vivons dans des sociétés soi-disant supérieures, plus avancées?

On a ici deux chantiers prioritaires, tous deux idéologiques.

2a. Un travail de mémoire, d'abord, car il faut, pour réussir un pôle bancaire public et faire en sorte qu'il s'impose dans la bataille des idées, partir des ruines des initiatives du passé: refaire, avec les lunettes de la crise financière actuelle, l'histoire de la CGER, du Crédit communal, des Comptes chèques postaux, de la SNCI. En expliquer la genèse et, logiques de privatisation aidant, le démantèlement, c'est-à-dire expliquer qui en voulaient la création et qui la destruction, qui bénéficiaient de l'une et qui de l'autre, quelles forces sociales prédominaient ici et lesquelles là, quels en étaient les gagnants et quels en étaient les perdants. Donc, développer sur ce sujet une pédagogie historique de gauche. On reprendra ici la célèbre formule d'Oscar Wilde: "Celui qui se détourne de son passé mérite de n'avoir pas d'avenir." C'est d'autant plus d'actualité aujourd'hui que la dépossession du passé est moins le fait de ses victimes plus ou moins consentantes que d'une politique délibérée du court terme généralisé, du culte des plaisirs immédiats, de l'individualisme libéré de toutes entraves – sous peine de paraître "archaïque". Pour riposter, il faut oser être archaïque et réapprendre à l'être.

2b. Il y a lieu aussi de s'interroger sur ce qu'on entend par "pôle public fort". Cette question pose les finalités de l'économie. Une banque publique est chose attrayante, et des services publics qui fonctionnent pour le bien de tous aussi. Ce ne sont cependant que les points de départ d'une réflexion sur l'or-

ganisation de la vie en société. Elle est actuellement agencée autour du marché et de la propriété privée, dont le caractère irrationnel saute aujourd'hui aux yeux. Logique: le marché et la propriété privée fonctionnent à l'aveugle et n'ont qu'un seul correctif: gagnent et émergent ceux qui produisent plus, font preuve d'un meilleur rendement, dégagent plus de bénéfiques – et peu importe le reste, peu importe si la collectivité vit mieux ou moins bien, peu importe si le biotope terrestre s'en trouve à jamais appauvri: le Produit Intérieur Brut, étalon de la "croissance", refuse obstinément d'en connaître la valeur. Il faut en rediscuter. Imagine-t-on un seul instant que le marché puisse répondre à des impératifs sociaux autrement qu'à la marge? Imagine-t-on un seul instant, pour prendre en exemple le secteur automobile aujourd'hui frappé de plein fouet, qu'il puisse s'appuyer sur le marché pour faire le choix politique et démocratique de produire moins de véhicules tout en garantissant à l'ensemble de ses travailleurs, à salaire inchangé, des tâches différentes ou nouvelles adaptées à cette nouvelle donne? Le marché ne connaît qu'une solution: réduire les coûts de production, donc licencier, donc produire sans cesse plus de... "plans sociaux".

Ce mode de production est obsolète depuis au moins 150 ans. Ne manque à son enterrement qu'un rapport de forces conscientisé propice. Il n'est pas encore à l'horizon. Raison de plus pour discuter dès aujourd'hui des moyens de s'en rapprocher.

3/ L'internationalisme

La scène internationale est dominée par deux traits. D'une part, une uniformisation, au besoin militarisée, des économies nationales sur le modèle du capitalisme libre-échangiste des Etats-Unis et sur le système de crédit qui, suprématie du dollar aidant, leur permet de prospérer aux dépens du reste du monde. Et, d'autre part, la nouvelle division internationale du travail qui, sous la menace ou l'exécution de délocalisations, met en concurrence tous les travailleurs, tous les peuples et toutes les nations dans le but de faire

baïsser le coût du travail et, partant, la valeur de l'être humain.

La situation n'offre pas de solutions simples. Il suffit pour s'en convaincre de voir les obstacles qui se dressent devant l'élaboration d'une riposte syndicale internationale qui emporte la conviction des travailleurs tant dans les anciens pays industrialisés et colonisateurs que dans le Tiers-monde. Les normes sociales des premiers apparaissent souvent aux seconds comme autant d'actes protectionnistes déguisés.

3a. Là, sans doute, il faudrait aller jusqu'au bout du raisonnement: afficher ouvertement la volonté de protéger en Occident les conquêtes sociales du mouvement ouvrier et, symétriquement, de manière conséquente, soutenir les initiatives protectionnistes dans le Tiers-monde en tant qu'expression du droit des peuples à tracer leur propre destin politique, économique et culturel – et, partant, faire contrepoin au modèle intégrateur dominant.

3b. De même conviendrait-il d'accorder une plus grande attention aux lignes de fractures et rapports de forces internationaux pour, au-delà des divergences d'approche syndicale entretenues avec les grandes nations qui résistent à l'hégémonie "mondialisante" américaine – Russie, Chine et, dans une moindre mesure, Inde et Brésil (sans oublier naturellement les petits Etats latino-américains ralliés à l'alternative bolivarienne du Venezuela de Chavez –, leur reconnaître ce rôle, en prendre la juste mesure et ajuster en conséquence les positionnements géostratégiques.

Cela suppose, par exemple, de juger significatives les inquiétudes du journal de la City new-yorkaise² lorsqu'il énonce que la crise a "terni le modèle économique états-unien et menace de réduire la capacité de Washington d'exercer son influence sur la scène internationale" alors que, parallèlement, grâce à ses énormes réserves monétaires, la Chine gagne des amis dans les pays en développement et, par là, risque de les amener à considérer que "le modèle chinois de contrôle centralisé du capitalisme est plus attrayant que le modèle américain de capitalisme dé-

bridé" et, ainsi, à conduire les pays en développement à plutôt "chercher des leçons économiques" du côté de la Chine. Que les leçons puissent venir du "Sud": il va falloir s'habituer à cela.

3c. Accepter de recevoir des leçons du Sud et prendre exemple sur le tranchant des dénonciations du capitalisme qu'on entend de ce côté. Il ne suffit pas de parler juste, il faut aussi, pour être entendu, parler vrai.³ Dans sa lettre circulaire de vœux 2008, l'ancien évêque brésilien Casaldaliga n'hésitait pas à dire du système économique actuel que "il faut arrêter la roue en bloquant ses rayons."⁴ – et on a même entendu son collègue allemand, l'évêque Wolfgang Huber, attaquer la course au rendement de la Deutsche Bank en la qualifiant, au grand dam de cette dernière, "d'idolâtrie", car il fait "de l'argent un dieu"⁵... Il serait pour le moins regrettable que l'Eglise trouve mieux que les syndicats les mots pour dénoncer ce que le capitalisme a d'intolérable et inhumain. Là aussi, il nous faut retrousser nos manches...

Notes

1. "French unions notably silent in downturn", Katrin Bernhold, *International Herald Tribune*, 18 décembre 2008.

2. *Wall Street Journal*, 23 décembre 2008.

3. *Parler juste et, donc, analyser juste. Peut-être est-il encore trop tôt pour y voir clair: le porte-parole du PS français Benoît Hamon n'a sans doute pas tout à fait tort lorsqu'il avance que, si la crise financière a provoqué la crise économique, il faudra ensuite que cette dernière entraîne la crise sociale et puis que celle-là force à son tour la crise politique: "Il faudra attendre que la crise sociale, qui se répand partout dans le monde, trouve son débouché politique pour que les vraies ruptures s'opèrent."* (*Le Journal du Dimanche*, 4 janvier 2009).

4. Texte intégral dans *le Gresea Echos* n° 56 d'octobre 2008.

5. *L'information a fait la une du Financial Times* le 27 décembre 2008.

"L'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre."

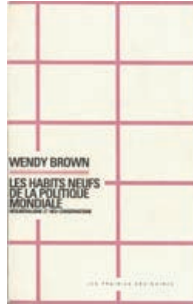
Karl Marx,
cité par Friedrich Engels dans un article
publié par *Le Peuple* (Bruxelles) en 1864.



Cusso, R., Dufresne A., Gobin, C, Matagne G., Siroux J-L., "Le conflit social éludé", Louvain-la-neuve, Académia Bruylant, 2008, 233 p.

Les chercheurs de groupe "Questions sociales" de l'Association belge de Science politique de la Communauté française observent ici des thèmes aussi divers que l'intégration européenne, la multiplication des indicateurs statistiques sur l'emploi et sur les salaires, la gouvernance, le droit de grève, ou plus largement la démocratie sous la loupe d'une question : le conflit social est-il devenu quelque chose d'inconvenant dans le champ des sciences sociales ? Et, si oui. Pourquoi ? Aurait-on atteint ce stade suprême de la démocratie qui permettrait le consensus pour tout et tous ? Plus besoin de débat, plus besoin d'idées et encore moins d'idéologie, les indicateurs décident pour vous ? Pour les auteurs, il s'agit d'une tendance lourde qui vise à mettre le droit de grève hors-la-loi, qui légitime par la bonne gouvernance, l'ajustement structurel en Afrique ou encore qui jette Marx et Bourdieu aux orties, car pas suffisamment consensuels ou "axiologiquement neutre". En pratique, il s'agit de faire accepter un imaginaire tel qu'une classe dominante le façonne ou, désarmer ceux qui voudraient proposer un autre monde. En mettant le conflit social hors jeu, c'est aussi toute tentative de transformation de nos sociétés qui est rendue impossible. Le consensus relève, ici, de l'épais brouillard qui vient gommer les différences sociales et qui, au final, ne laisse de la démocratie qu'une coquille vide. Comme exprimé par les auteurs dans l'introduction, cet ouvrage est loin d'être abouti. Ce n'est pas un manuel de contre propositions pour réinstaurer le conflit social dans nos sociétés. Il s'agit plutôt d'un "chan-

tier d'idées"(P.8) visant à élargir le débat afin que, dans le domaine des sciences sociales au moins, puissent être posées toutes les questions. Même celles qui fâchent ! Même celles dont les réponses ne vont pas nécessairement dans le sens attendu. (BB)



Brown, Wendy, "Les habits neufs de la politique mondiale. Néolibéralisme et néo-conservatisme", Les prairies ordinaires, 2007, 137 p.

Il est rare de débiter le commentaire critique d'un livre en invitant tout d'abord le lecteur à en lire avec attention la préface. Celle de Laurent Jeanpierre vaut ici plus qu'un détour. Sous le titre "Qui a éteint la démocratie", le politologue français donne un aperçu de ce qu'est le néolibéralisme. A partir du concept de "gouvernementalité" de Foucault, base également de l'essai de Wendy Brown, Laurent Jeanpierre explique en quelques pages que le néolibéralisme est bien plus qu'une politique du "laissez faire" à la Adam Smith. Selon les deux auteurs, toujours en suivant les préceptes de Foucault, il s'agit "d'une politique active de construction des conditions sociales et individuelles de réalisation d'une forme idéale (...) où tous les comportements sont réglés comme ce que devraient être en théorie des comportements économiques parfaitement rationnels" (P. 15). En d'autres termes, en soumettant tout, y compris l'individu, aux préceptes du marché, le citoyen n'est plus et la démocratie se voit vidée de son sens. Reste alors, une rhétorique démocratique, celle-là qui fera pleuvoir les bombes sur l'Afghanistan ou l'Irak. L'originalité de l'ouvrage de Wendy Brown tient, tout en soulignant l'hétérogénéité de ces deux rationalités politiques, à la mise en exergue de la compatibilité

existante aux Etats-Unis entre néolibéralisme et néoconservatisme. Le néolibéralisme étant le contrôle d'autrui et de soi par l'accroissement de la liberté (réduite à l'acte de choisir), il est nécessaire d'autolimiter cette liberté en la moralisant. Des travailleurs libres, mais disciplinés, de bons pères de famille et surtout, en reprenant hors de son contexte, l'expression de Ghassan Salamé : "des démocraties sans démocrates !". (BB)



Rick Fantasia & Kim Voss, "Des syndicats domestiques. Répression patronale et résistance syndicale aux Etats-Unis", Editions Raison d'agir, 2003, 174 p.

Routiers et écologistes réunis sous la même bannière à Seattle en 1999, 74.000 auxiliaires médicaux qui adhèrent au syndicat des employés (SEIU) ou encore 30.000 croupiers et barmans transformant Las Vegas, symbole des excès de la société de consommation, en centre de lutte sociale. Les syndicats américains enfermés dans un carcan gestionnaire depuis plusieurs décennies par les multiples attaques du patronat et de l'Etat, seraient-ils en train de redonner vie à un large mouvement ouvrier au pays de l'individualisme ? Ou, s'agit-il seulement du dernier souffle de quelques dinosaures corporatistes défendant des intérêts locaux ? Les deux auteurs ne tranchent pas la question. Néanmoins, grâce à un retour historique fouillé, ils donnent aux lecteurs les clés pour comprendre le processus de démantèlement des mouvements syndicaux de contestation à partir de la Deuxième Guerre mondiale. Attaques patronales répétées, manque d'influence politique, les syndicats américains ont peu à peu été cantonnés dans un rôle subalterne d'accompagnement de l'évolution du "modèle" économique

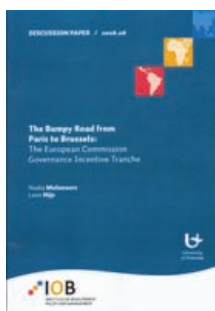
américain. Pourtant, depuis les années 90, un nouveau syndicalisme d'action émerge à partir de conflits locaux. Le personnel d'entretien à Los Angeles ou les employés des grands hôtels de Las Vegas, par exemple. La stratégie repose sur une avant-garde de travailleurs pauvres: les minorités immigrées pour qui le rêve américain laisse un goût amer. Une question demeure toutefois: en se démarquant de l'idée de lutte des classes et de toute référence collective à un mouvement des travailleurs, ces nouveaux syndicats pourront-ils dans le futur représenter à nouveau un contre-pouvoir durable? Les auteurs y croient... (BB)



Jean Cornil, "Vingt vagabondages vers un socialisme écologique", Ed. du Cerisier, 129 p., 8,5 €.

Jean Cornil est une figure atypique du sérail socialiste (sa dégaîne résiste à toute étiquette) et en écrivant ce petit opuscule, il s'est sans doute fait plaisir, ce dont il ne se cache pas: des vagabondages dans les champs fleuris des idées, sans autre prétention que d'inviter à partager son émerveillement. Où va, où doit aller la gauche? puisque tel est le thème des promenades – eh bien, comme il le dira lors de la présentation du livre: vers une alliance entre les "deux grands idéaux" que sont "les socialismes" (au pluriel, il insiste) et "l'écologie politique" (au singulier, cette fois, écueil du genre: pamphlétaire), seule voie, selon lui, pour sauver une société "qui va droit au mur". Pour étayer la thèse, il invoquera un grand nombre de penseurs, et voilà qui donne un peu le tournis car Jean Cornil lit énormément et on en trouve ici une manière de catalogue qui vaut à lui seul inventaire, tant les mandarins de la pensée dominante (Onfray, Michéa, Ferry, jusqu'au grand nigaud BHL, pour re-

prendre l'expression de Perry Anderson) se bousculent dans l'enfillement des grandes pointures, telles Derrida, Bourdieu et, même, Marx himself – tandis que pareil étalage met inévitablement en relief des grands absents: Kant et Nietzsche sont là, mais pas Hegel ni Adorno, Debray fait une apparition mais nulle trace de Zizek ou de Badiou... Vétilles, cependant, que tout cela. Dans son analyse, Jean Cornil se dit partisan d'une "décroissance sélective, même si le concept demeure tabou" (dans la sphère socialiste) et, cela expliquant ceci, il condamne le système économique actuel fondé sur "le consommer toujours plus" – produire "toujours plus" eût été du point de vue théorique socialiste plus exact mais, encore une fois: vétille! Lire Cornil offre aux petites cellules grises une agréable douche. (E.R.)



Nadia Molenaers et Leen Nijs, "The Bumpy Road from Paris to Brussels – The European Commission Governance Incentive Tranche", IOB Discussion Paper 2008/08, octobre 2008, 29 p.

On ne peut que recommander la lecture de cette livraison de l'excellente série d'études Nord-Sud que publie l'IOB (Institute of Development Policy and Management) de l'Université d'Anvers. Sont décortiqués, ici, les mécanismes par lesquels la Commission européenne – avec quelle arrogance et quel mépris pour ses pays "partenaires" d'Afrique – contraint ces derniers, par voie de "dialogue" (sic), à devenir des bons élèves du système de démocratie de marché que leurs bienfaiteurs occidentaux ont érigé, à l'aide de la Banque mondiale, au rang d'impératif catégorique: difficile – et ingrat – de refuser lorsque près de 10% (2,7 milliards d'euros) de l'enveloppe budgétaire de l'aide

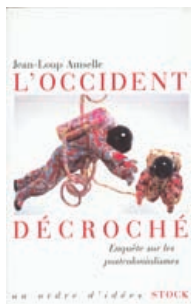
au développement sont dévolus à ce joli programme, acronymisé ECGIT, pour European Commission Governance Incentive Tranche. Cela fonctionne comment? Délicieusement. La Commission commence par établir, solo, entre ses quatre murs capitonnés, le "profil de gouvernance" du pays cible africain, sous-développé cela va de soi, il a tout à apprendre. Ensuite, et seulement ensuite, la Commission entame un "dialogue" avec le gouvernement concerné pour "l'encourager" à entreprendre les réformes voulues. Bien sûr, les pays africains vont traîner des pieds. Bien sûr, l'ECGIT est un échec. Et, bien sûr, pour reprendre les expressions diplomatiques des auteurs de cette étude, la Commission européenne, "optimiste (voire même un peu crédule)", n'a d'évidence, dans ce dossier, "pas capitalisé sur les leçons du passé". Voilà, naturellement, qui supposerait un minimum de culture politique. Ce n'est pas son fort... (ER)



Transnational corporations, vol. 17, n°2, août 2008, 126 pages (Palais des Nations, 1211, Genève 10, Suisse, www.unctad.org/tnc, 20 dollars le numéro, abonnement annuel 45\$: trois numéros par an.)

Publié par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), le périodique "Transnational corporations" est sans doute l'une des publications les plus pointues consacrées au rôle des sociétés transnationales dans l'économie internationale. La dernière livraison rappelle ainsi, au départ d'un échantillon de 558 entreprises du textile actives en Chine et au Sri Lanka (Tiers-monde), que près de 23% d'entre elles sont propriété d'investisseurs étrangers, et que leur masse salariale, rapportée au chiffre d'affaires, ne pèse que 12% - ce qui n'étonnera guère. Une autre étude, por-

tant sur les effets des structures de propriété sur la performance économique des entreprises en Chine, met en évidence le rôle d'intermédiation des opérateurs stratégiquement établis à Hong Kong, Macao et Taïwan: ils représentent 60% des flux d'investissements directs à l'étranger entrant en Chine (1998-2004): c'est la face cachée de la "supply chain" qui relie Etats-Unis et Europe au continent chinois. Mentionnons enfin l'analyse du rôle ambigu de l'aide au développement made in USA dans l'industrie textile du Kenya, dont le titre vaut résumé: "Missing the GO in AGOA?", jeu de mots qu'on rendra approximativement en français: où sont passés le "G" de croissance (Growth) et le "O" des lendemains enchanteurs (Opportunities) de l'AGOA, la loi (Act) par laquelle les Etats-Unis entendent soutenir le développement économique de l'Afrique, l'African Growth and Opportunities Act? Réponse: dans le cimetière de la propagande à l'usage des législateurs... (ER)



Jean-Loup Amselle, "L'Occident décroché", Stock, 322 pages

Voici un ouvrage qui aurait dû figurer dans le Gresea Echos précédent, sur l'existence – souterraine et occultée en général – du Sud, puisque tel est le sujet d'Amselle: dévoiler ce qui au Sud fait aujourd'hui mouvement d'indépendance à l'hégémonie intellectuelle de l'Occident. Commençons, cependant, par une instruction à charge. Sont exaspérants, ses tics de langages, qui voient dans la moindre analyse un "paradigme", toujours creux, et dans tout positionnement une "posture" (comme si la politique n'était que faite de vapeurs); relèvent d'un jargon mystique et obscur, faute de définition, les étiquettes qu'il accole aux pensées du Sud cherchant à s'émanciper des théories politiques nées en Occident ("postcolo-

nialisme", "subalternisme", "French theory", "indigénisation" – autant d'arguments d'autorité mal digérés); sont gênantes, ses approximations, par exemple en arrêtant, pour les besoins de sa démonstration, la trajectoire intellectuelle d'un Samir Amin en 1989 pour en faire l'emblème momifié d'une critique de l'eurocentrisme; est, enfin, rédhitoire son postulat de base qui veut qu'une pensée née en Europe est viscéralement européenne et, de même, qu'une pensée née en Afrique sera forcément africaine, approche "communautariste" qui colore d'un bout à l'autre cet ouvrage. Mais... foire de ces failles fatales: Amselle apporte ici, "nolens volens", une mine de renseignements sur tout ce qui bouge, s'agite, s'époumone, se déchire et s'insurge dans les cerveaux du Tiers-monde. Vaut le déplacement. (ER)



Jean Ziegler, "La haine de l'Occident", Editions Albin Michel, Paris, 2008, 300 pages, 20€.

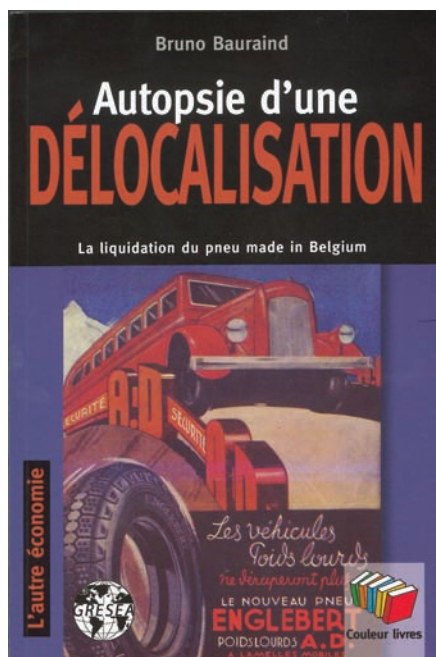
Le titre un peu sensationnaliste de cet ouvrage ne doit pas dissuader de sa lecture. Le fossé Nord-Sud n'a jamais été, selon Jean Ziegler, aussi large. Le Sud conteste de plus en plus ouvertement l'hégémonie de nations occidentales perçues comme schizo-phrènes. A l'heure où le Nord condamne le régime liberticide de Khartoum et la Cour pénale internationale émet un mandat d'arrêt contre le président de ce pays, Omar El Bechir, le Sud a les yeux braqués sur la bande de Gaza. Deux poids, deux mesures. Deux visions du monde, deux mémoires aussi. La mémoire de l'Occident est triomphale, sûre d'elle jusqu'à l'autoabsolution. Pour s'en convaincre, il suffit de se remémorer quelques passages du discours prononcé par le président français Nicolas Sarkozy à Dakar le 26 juillet 2007. Extrait : "[Le colonisateur] a pris mais je

veux dire avec respect qu'il a aussi donné. Il a construit des ponts, des routes, des hôpitaux, des dispensaires, des écoles. Il a rendu féconde des terres vierges, il a donné sa peine, son travail, son savoir". Par delà la stricte dimension mémorielle, les propos de Nicolas Sarkozy étaient d'autant plus ahurissants qu'ils semblaient balayer d'un revers de la main le réveil du Mouvement des non-alignés (MNA) sur la scène internationale enregistré au sommet de La Havane en 2006. Depuis le réveil du MNA, l'Afrique faisait revaloir ses revendications de justice réparatrice, de repentance et de compensations financières pour la traite des Noirs et la conquête coloniale. De tout cela, pas le moindre écho dans le discours sarkozyen. Cet oubli de l'autre engendre au Sud une haine de l'Occident. Les failles dans la mémoire occidentale sont, d'après Ziegler, des plus graves car elles empêchent de prendre l'exacte mesure des changements qui interviennent dans les pays du Sud qui tournent définitivement le dos à leur passé colonial. Et la haine de l'Occident, d'ailleurs, ne conduit pas forcément au repli identitaire mais peut, au contraire, nourrir un projet progressiste. "Nombre de peuples du Sud ont décidé de construire des nations capables de rompre avec l'Occident. De faire de la haine une forme de justice, de progrès et de liberté"(op.cit, p.293) (XD).

Les ouvrages et revues mentionnés ici peuvent être consultés auprès de notre centre de documentation. Accès libre du mardi au vendredi de 14 à 17h ou sur rendez-vous. N'hésitez pas à appeler notre documentaliste (02/219 70 76).

Parmi les nouvelles acquisitions, ajoutons Les privatisations en Belgique: les mutations des entreprises publiques 1988-2008 de Jacques Modem (CRISP, 2008; 367 p.), L'Atlas du Monde diplomatique - Un monde à l'envers (2009), La Belgique dans l'OTAN 1949-2009 de Rik Coolsoet (Courrier hebdomadaire du CRISP n° 1999, 2008), le rapport CYCLOPE 2008: Les marchés mondiaux de Philippe Chalmin (dir.) (Economica, 2008).

Vient de paraître aux éditions Couleur livres dans la collection "L'autre économie":



"Autopsie d'une délocalisation" "La liquidation du pneu made in Belgium"

Bruno Bauraind

Autopsier la fermeture d'une usine et sa délocalisation vers un pays à bas salaires est rarement possible tant les entreprises multinationales sont aujourd'hui les boîtes noires de l'économie mondialisée. La transparence n'est pas leur vertu première. Sauf, heureux hasard, lorsqu'un disque dur égaré vient révéler les dessous d'une mise à mort programmée. C'est ce qui, à la manière d'un roman policier, est arrivé à Continental Herstal.

1892-2003. Des premiers pneus estampillés Englebert & Fils au groupe Continental en passant par les Américains d'Uniroyal, c'est 111 ans d'histoire

du pneumatique à Liège réduits à néant par les choix stratégiques d'une entreprise multinationale. Des outils quittent peu à peu les ateliers. Une voie monocorde annonce la fin des activités. Aux concertations sociales bâclées succèdent des cellules dites de reconversion. Et, au bout du compte, des travailleurs qui paient la facture, de même que toute l'économie régionale...

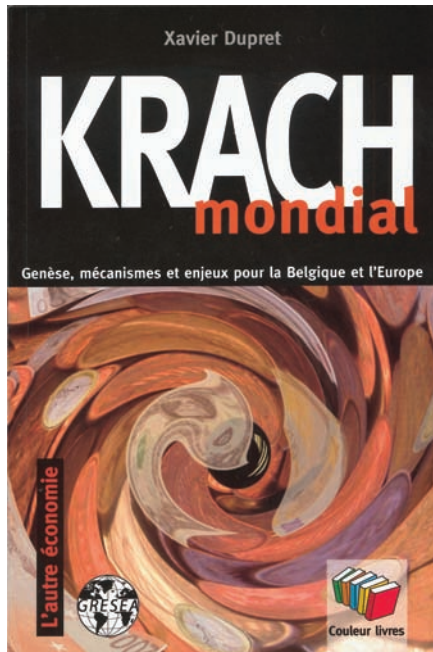
Ce livre n'est pas un manuel d'économie dans le sens usuel du terme. Il est un manuel parce qu'il invite à déconstruire les discours "toutes boîtes" sur la compétitivité des entreprises et leurs stratégies d'internationalisation. Et, fruit de nombreux entretiens, il traite d'économie par ce qu'il fait parler les salariés de Continental Herstal, dans leurs pratiques et leurs luttes, dans leurs espoirs et leurs défaites dans un contexte donné, celui du pneumatique, un secteur monopolisé par quelques oligopoles, comme tant d'autres.

Bruno Bauraind est licencié en relations internationales de l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve et détenteur d'un DEA en sciences politiques de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth. Il est depuis 2007 chercheur et formateur au Groupe de recherches pour une Stratégie économique alternative – Gresea (www.gresea.be).

Prix de vente: 10 euros frais de port inclus

**Commande au Gresea: 11 rue Royale, 1000 Bruxelles, Belgique,
par téléphone au 32.(0)2.219.70.76, par fax au 32.(0)2.219.64.86,
par courriel à l'adresse: gresea@skynet.be,
ou via notre site: www.gresea.be**

Vient de paraître aux éditions Couleur livres dans la collection "L'autre économie":



Krach mondial

Genèse, mécanismes et enjeux pour la Belgique et l'Europe

Xavier Dupret

25.000 milliards de dollars, au bas mot, sont partis en fumée sur les marchés financiers au cours du troisième trimestre de l'année 2008. Les analystes évoquent un krach comparable à celui de 1929. Cela ne sera évidemment pas sans conséquences sur la vie de chacune et de chacun.

Les grands pontes de la finance internationale, que l'on avait connus plus enthousiastes à propos de l'économie de marché, insistent, fin 2008, sur les nombreuses raisons de rester inquiet sur l'impact potentiel sur l'activité économique de la crise financière. Face au danger, les Etats ont multiplié les plans de sauvetage de banques à la limite de la

banqueroute. Et pour donner un coup de fouet à l'activité économique, les gouvernements européens, naguère adeptes de l'austérité, multiplient les déficits. Tout cela laisse pressentir qu'il y aura un avant et un après crise.

Ce livre permet de comprendre comment nous avons pu en arriver là et propose, parmi les issues à la crise en discussion aujourd'hui, un certain nombre de schémas tactiques afin de sortir de l'impasse néolibérale.

Economiste de formation et de profession, Xavier Dupret est depuis 2006 chercheur et formateur au Groupe de recherche pour une Stratégie économique alternative – Gresea (www.gresea.be).

Prix de vente: 11 euros frais de port inclus

**Commande au Gresea: 11 rue Royale, 1000 Bruxelles, Belgique,
par téléphone au 32.(0)2.219.70.76, par fax au 32.(0)2.219.64.86,
par courriel à l'adresse: gresea@skynet.be,
ou via notre site: www.gresea.be**

Nous publions et diffusons chaque mois une lettre d'information reprenant, en résumé, avec des liens vers la version intégrale, l'ensemble de notre production au cours du mois écoulé.

La recevoir? Un mail au Gresea suffit. Clic!

Depuis 2005, le Gresea développe sur son site un Observatoire des entreprises, Belwatch pour les intimes.

Objectif: produire à l'usage des syndicalistes et des citoyens critiques une encyclopédie raisonnée d'Economie Politique au départ des pratiques utilisées par les entreprises. L'Observatoire propose une double porte d'entrée thématique: on peut chercher via le nom des entreprises; on peut aussi le faire via la liste des quelques 50 pratiques répertoriées. Là, aussi, un simple clic, sur <http://www.gresea.be/observatoire.html>

Dans le cadre de la campagne Travail décent des ONG et des syndicats, le Gresea entame cette année un programme d'éducation critique sur les instruments de régulation des multinationales en matière de respects des droits des travailleurs, au Sud comme au Nord.

Il prévoit la production de huit fiches pédagogiques – la 1ère sur l'Office national du Ducroire, levier public de "moralisation" des aides à l'exportation – avec l'appui d'un groupe d'accompagnement de spécialistes, et autant de workshops.

Cette action fait également appel à une lettre d'information, bimensuelle celle-là, qui synthétise, à l'intention des personnes et organisations intéressées, les évolutions récentes en matière de régulation des entreprises.

Vous voulez être tenus au courant?

Re-clic: un mail ou un coup de téléphone, gresea@skynet.be – 02/219.70.76